



Les 5^{èmes} Rencontres de Cybèle

organisées par l'association Euromed-IHEDN
dans le cadre de la **Semaine Économique de la Méditerranée (SEM)**

jeudi 6 novembre 2014

à Marseille, Villa Méditerranée

Comptes-rendus
des interventions de nos conférenciers



Guillaume ALMERAS

Quels leviers pour une vraie croissance ?

Consultant international, particulièrement dans les domaines bancaires et financiers, il intervient également en tant qu'expert auprès des institutions internationales.

Compte tenu de la pression démographique qu'ils connaissent généralement, les pays émergents doivent enregistrer un taux de croissance d'au moins 7% en moyenne pendant dix ans pour pouvoir résorber leur chômage, développer des services publics performants et des infrastructures de qualité et favoriser l'apparition d'une classe moyenne conséquente.

Un tel phénomène a pu être constaté en Asie au cours des vingt dernières années. La Turquie et l'Inde en ont été proches et plusieurs pays d'Afrique noire commencent à le connaître aujourd'hui.

Sur la rive Sud de la Méditerranée, on en est loin. Sur les quinze dernières années, jamais un tel taux de croissance n'a été constaté. Celle-ci a connu des pics, certes plus élevés que ceux sur la rive Nord mais largement insuffisants pour résorber notamment l'important chômage des jeunes et des jeunes diplômés. Et, comme le partage des fruits de la croissance y est largement inégalitaire, l'essor économique modéré de la rive Sud s'est accompagné d'une fragilisation et d'une précarisation économique de larges parties des populations qui ont eu les conséquences politiques que l'on sait.

Il faut donc particulièrement souligner cette réalité : **depuis quinze ans, la rive sud de la Méditerranée est la région du monde où la croissance est demeurée en moyenne la plus faible !**

Pourtant, beaucoup de choses sont là : un positionnement géographique favorisé au croisement de trois continents, un alignement le long du 38° parallèle, aujourd'hui l'axe longitudinal du commerce mondial, une population

jeune, de mieux en mieux formée, des ressources naturelles pour certains pays... Alors, que s'est-il passé ? Quels sont les vrais leviers de croissance que ces pays ont manqués ?

L'histoire économique en témoigne, la croissance, la vraie croissance économique qui transforme les nations, tient à la conjugaison de trois types de facteurs : des risques, des sacrifices et des opportunités.

Ajoutons à cela - pour souligner que la croissance est toujours, aussi, une question monétaire - une inflation assez vive, qui déprécie les rentes, notamment foncières, facilite le crédit et favorise la formation d'une classe moyenne.

De tout cela, la Chine fournit aujourd'hui un véritable cas d'école : des risques entrepreneuriaux considérables, qui plombent les bilans des banques (car, poussées par l'Etat, celles-ci ont assuré un large financement d'entreprises naissantes et incertaines) ; le sacrifice d'une génération entière – y compris chez d'innombrables entrepreneurs, cela n'est pas assez souligné – dont les maigres revenus et le faible pouvoir d'achat auront représenté le principal avantage comparatif chinois ; l'opportunité, enfin, d'un marché américain particulièrement accueillant, du milieu des années 90 jusqu'à aujourd'hui.

En regard, les pays du Sud de la Méditerranée présentent un profil bien différent :

- puisque la stabilité monétaire y a été préférée à la dévaluation, pour éviter – bien artificiellement – toute impression de sacrifice imposé aux populations en termes de pouvoir d'achat ;

- puisqu'il a été choisi de faire reposer le risque entrepreneurial essentiellement sur les investisseurs étrangers :

• et puisque l'opportunité d'un partenariat euro-méditerranéen n'a permis aucune réelle montée en gamme et en marque des entreprises maghrébines.

De sorte que la question s'impose inévitablement aujourd'hui de savoir si les principales orientations prises ces vingt dernières années en matière de développement économique n'ont pas été assez largement erronées ? Et si le partenariat euro-méditerranéen, notamment, tel qu'il a été bâti, n'aura pas représenté un leurre ?

Depuis près de quinze ans, les investissements directs étrangers (IDE) passent pour être l'une des plus importantes, sinon la principale, clés du développement économique dans les pays méditerranéens. Favoriser les IDE aura été ainsi l'une des plus constantes et prioritaires tâches de ces pays, en contraste total avec l'attitude des pays émergents qui, lorsqu'ils ne les ont pas directement taxés (Thaïlande, Brésil), les ont toujours autorisés avec beaucoup de réserve (Corée du sud, Chine, Inde). Mais en Méditerranée, rien n'aura pu entacher la faveur dont bénéficient les IDE.

Pour quels résultats ? Les constats, aujourd'hui, sont terribles :

• de 2006 à 2012, les IDE (hors énergie) reçus par la Tunisie n'ont créés que 59 048 emplois nets ! Et les pays qui ont proportionnellement créé le plus d'emplois par Dinar investi (Belgique, Luxembourg, Hollande, Allemagne et USA) sont loin de compter parmi les premiers investisseurs (Qatar, France, Italie).

- Au Maroc, freinés par des infrastructures insuffisantes et une pénurie de travailleurs qualifiés, les IDE industriels d'importance n'ont été tirés que par une poignée d'entreprises, dont les équipementiers n'ont même pas suivi (Renault).

On a tout misé sur les IDE mais on ne se sera pas vraiment attaché à distinguer les véritables investissements des simples placements de portefeuille. A ce compte, on s'est donc convaincu que les pays du Golfe allaient financer l'essor méditerranéen. L'idée va contre toute logique puisque les fonds souverains du Golfe sont, par leur nature même d'instruments de gestion d'une richesse nationale, à la recherche de placements relativement sécurisés plus que d'investissements au sens industriel du terme. Pourtant, apparue au cours des années 70, l'idée a resurgi dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. Et au total, depuis 2006, l'Arabie saoudite a créé 6 160 emplois en Tunisie...

Cependant, dans l'espoir que les IDE allaient résoudre la question du développement, on n'a pas particulièrement songé à développer les exportations. A cet égard, tous les projets euro-méditerranéens sont d'un silence assourdissant ! C'est pourtant là où le bât blesse, dès lors que toute croissance un peu vive sur la rive sud se traduit par des déficits commerciaux qui épuisent vite les réserves de change, pour des pays qui importent nombre de leurs produits de base.

Le Plan Emergence marocain l'a très lucidement reconnu : avec des productions industrielles peu sophistiquées, des exportations soumises à une vive concurrence (textile) ou exposées à de





Guillaume ALMERAS

Quels leviers pour une vraie croissance ?

Suite

fortes variations des prix (agriculture, phosphates, tourisme), le Maroc a d'importants problèmes de création d'emplois et de richesse. Or, avec un salaire minimum qui est le plus élevé d'Afrique (OIT, 2010-2011), le Maroc ne peut guère faire face à la compétition internationale sur des productions industrielles nécessitant beaucoup de main d'œuvre.

Pourtant, aucun des pays de la rive sud n'a tenté d'employer la première arme en matière de développement tourné vers l'exportation : la dévaluation massive. Par crainte de l'impact social sans doute (le surenchérissement de l'euro, pourtant, aura pratiquement eu le même effet !) Mais aussi parce que le développement des exportations n'était tout simplement pas un objectif majeur et, avec lui, la diversification des marchés d'exportation.

Ailleurs, cependant, la vraie croissance (autre que celle liée au renchérissement du prix de matières premières) n'a pas d'autre explication. En quelques années, ainsi, un pays comme le Burkina-Faso a pu multiplier son commerce extérieur vers plusieurs pays asiatiques (près de la moitié de ses exportations aujourd'hui). Les pays méditerranéens, eux, demeurent prioritairement tournés vers une Europe du Sud en récession.

En face, surtout, il y a la France qui, après le « flop » de l'UpM, a besoin d'une nouvelle doctrine pour continuer à donner l'impression qu'elle porte plus que quiconque le destin de la Méditerranée. Cette nouvelle doctrine se nomme « colocalisation industrielle ».

De quoi s'agit-il ? On s'inspire vaguement des investissements allemands dans les PECO, qui n'ont pourtant rien à voir. On cite les investissements japonais en Asie du Sud-est, la « théorie du vol des oies sauvages », largement mythique et dont on comprend visiblement mal en quoi elle consista effectivement. Et l'on aboutit à cette idée qu'une France en voie de désindustrialisation rapide va industrialiser la rive sud ! Pour produire quoi ? Pour le vendre où ? Comme au bon vieux temps de la planification, les politiques décident et les industriels suivront, tandis que les fondamentaux économiques s'aligneront. D'un vrai problème – pourquoi la cotraitance, l'un des éléments les plus décisifs de la globalisation économique ces vingt dernières années n'a justement que peu touché les pays de la rive sud de la Méditerranée (sauf l'Egypte, quoiqu'assez timidement) ? – on fait la solution : parions sur la cotraitance !

Cependant, à travers le terme de « colocalisation » deux choses essentielles, en termes de croissance, sont soulignées du point de vue français :

a) il ne peut y avoir de développement au Sud qu'à travers nos investissements. Il ne s'agit justement pas de favoriser un développement propre, autonome ! N'attendez donc aucun projet visant à développer au Sud le financement et les moyens du commerce international. Aucun projet concernant non plus le développement des marchés de capitaux, ce qui a pourtant été la clé dans la plupart des pays émergents (et ce qui a justement permis les formules de cotraitance). On ressuscitera plutôt la sempiternelle idée d'une Banque de la Méditerranée,

pour souligner que non seulement le développement du Sud passe par nos investissements mais qu'il vaudrait mieux que nous le pilotions nous-mêmes.

b) La colocalisation industrielle, par ailleurs, entend (sans oser le dire très clairement) lutter contre les délocalisations en même temps que contre l'immigration : si nous investissons au Sud, ses travailleurs n'auront plus à venir au Nord - c'est cela que l'on retient particulièrement des investissements japonais en Asie du Sud-est. En même temps, on nous assure que cela ira contre les délocalisations et créera même des emplois au Nord. On ne voit pas très bien comment mais l'important n'est pas là. Quand on sait à quel point les transferts issus de l'émigration sont importants pour la balance des paiements des pays du Sud et comptent dans le niveau de vie des populations, même dans les pays disposant de ressources naturelles importantes, leur simple mention vaut démonstration de force.

Certes, toutes les mesures du partenariat euro-méditerranéen ne se résument pas à cela. Toutefois, les éléments que nous venons de souligner invitent à se demander vraiment où sont, pour les pays méditerranéen, les vrais leviers de croissance ?





Philippe BACHIMON

Les conditions d'un tourisme facteur de croissance.

Professeur de Géographie du tourisme à l'Université d'Avignon.

S'intéresse à la place que le tourisme peut tenir dans le développement local en Méditerranée.

Il dirige des thèses sur cette problématique dans le cadre de l'IRD (UMR Espace-Dev) au Maghreb et au Moyen-Orient.

Le tourisme en Méditerranée ... NI NOIR NI BLEU

En Méditerranée, comme ailleurs et plus qu'ailleurs peut-être car on est au cœur du système touristique mondial et à l'aboutissement de son historicité, persiste une vision binaire du tourisme. Il est communément vu dans le cadre d'un déséquilibre Nord-Sud, comme expression d'une tension (par exemple celle du différentiel de niveau de développement) qu'il aurait pour tâche de résoudre (en injectant des revenus du Nord riche vers les Sud pauvres. En place et lieu de cet a priori d'un discontinuum reposant sur une prototypie simplificatrice, nous proposons, une approche selon un gradient (pas exclusivement Nord Sud, ni selon une résultante NW SE qui serait propre à la Méditerranée) fonction du degré d'hybridation résultant du flux touristique qui se décline à partir de zones de touristifications majeures (où il est l'activité exclusive des stations balnéaires) jusqu'à des fronts pionniers, des marges, où il est confidentiel, sans contenu économique, selon des modalités qui vont d'un tourisme dominant, voire exclusif, à un tourisme enclavé en passant par un tourisme assimilé, auquel on confère souvent la vertu de l'harmonieuse durabilité.

Deux visions opposées du tourisme : le Noir du « néocolonialisme » opposé au « Bleu » de la globalisation.

On pense trop souvent le tourisme en Méditerranée dans un rapport dialectique simplificateur. Le tourisme serait soit un néocolonialisme soit un aspect majeur de la globalisation. Comme, nouveau colonialisme, il serait dans la

continuité d'une domination des Nord sur les Sud, et donc un facteur de perpétuation des inégalités N/S. Le « rêve méditerranéen », celui de la naissance du tourisme qui a fait de son rivage Nord un lieu de villégiature du climatisme hivernal puis du balnéaire estival serait à saisir en parallèle à la colonisation/décolonisation du rivage sud. Ou à l'inverse il serait un facteur de développement et de bien être, voire idéalement de rééquilibrage Nord Sud, dans le cadre d'une globalisation des échanges qui n'épargnerait pas les rives de cette mer. Et cette fois on le pense comme un post colonialisme.

Un exemple de cette pensée se retrouve dans son approche économétrique, lorsqu'on l'analyse comme un transfert. En effet on peut comptabiliser ce secteur comme une exportation pour le pays récepteur dans la mesure où le revenu représente une entrée de devises étrangère. Le touriste vient acheter un séjour dans le pays d'accueil d'où il repart avec bronzage, expérientiel d'altérité, souvenirs... soit un produit. Cette plus-value peut faire l'objet d'une représentation « positive » **Bleue**, il est alors considéré comme vertueux en tant qu'investissement, internationalisation (cosmopolitisme) de la société des loisirs, en tant que modalité de la globalisation (voire de la glocalisation = du local (lieu touristique) qui a une valeur globale), en tant que modernité et post modernité... justement du fait de sa marchandisation de l'hétéroclite. Il peut aussi être considéré comme négatif, vision « Noire » et l'on insiste sur « l'envers du décor ». Il est alors dénoncé comme « pervers » du point de vue des identités, des traditions, du bilan énergétique... voire du développement d'économies souter-

raines dans des « Sud » qui commencent en Italie et en Espagne... soit au Nord de la Méditerranée.

Prenons à titre d'illustration l'exemple de la Marbellisation. Terme qui désigne un aspect paysager majeur et des phénomènes invisibles le soutenant. Pour l'apparent, il s'agit du bétonnage du littoral par la densification des constructions touristiques aboutissant à un continuum de stations le long de la côte et un front de mer en sky line qui gagne en hauteur et en verticalité. Cette péjoration paysagère étant considérée comme la partie visible d'une économie partiellement souterraine élaborée sur des effets d'opportunité, sur de la prévarication, du blanchiment de revenus maffieux... permettant la démesure des chantiers immobiliers, leur débordement sur un littoral réputé inconstructible, la multiplication de golfs pourtant gros consommateurs de ressources en eau en milieu aride.... Cette atteinte à la ressource paysagère et aquatique pour cause de développement touristique peut donc être aussi pensée comme la résultante d'un « trafic » invisible (fait de banditisme, de « go fast » de la drogue, de prostitution, de jeux clandestins), donc d'une économie inégalitaire Nord Sud.

Dans cette approche binaire on prête au tourisme bien des vertus ou des défauts. Ainsi, si l'on souligne l'impossible développement du tourisme au regard de la rente pétrolière (celle de l'Algérie et de la Libye par exemple) on le voit comme un après pétrole, ou un substitut de la rente pétrolière (c'est la cas de la Vision 2020 du tourisme au Maroc). A l'inverse les fondamentalismes le diabolisent. Ainsi sur le plan religieux le tourisme est dénoncé

comme une occidentalisation, dans ce qu'elle aurait de pervers au regard des identités et traditions, fusse sur des questions en apparence superficielles ; on pense par exemple à la tenue « dénudée » des estivantes sur les plages. Mais le fondamentalisme écologique n'est pas en reste. Il dénonce la grande contradiction qu'il y aurait à construire l'avenir de la Méditerranée sur le tourisme, montré du doigt comme une activité énergivore. Reposant en effet sur le transfert de personnes, en l'occurrence sur des distances intercontinentales (en moyen et long courrier), elle participerait grandement à la péjoration du climat, par un gaspillage énergétique, et ce alors même que l'environnement méditerranéen serait des plus fragiles. C'est comme si, de ce point de vue, la Méditerranée destination héliotropique (d'air sec et chaud, de soleil et de paysages lumineux, de chaude convivialité méditerranéenne) serait en fin de vie, menacée par une péjoration de son climat si spécifique, la conduisant à un glissement vers un sud désertique, à la fois comme conséquence des excès du tourisme et finalement comme annonce de la fin du tourisme. Et l'on souligne même qu'inversement le Sud excédentaire en énergies renouvelable (le solaire en particulier... qui ne serait plus vu uniquement comme un attrait touristique) pourrait en devenir exportateur.

Aussi le tourisme apparaît comme paradoxal puisqu'il peut à la fois faire l'objet d'un large consensus Nord Sud et dans le même temps d'un rejet Nord Sud, en particulier par les fondamentalismes. Tous ces positionnements ont, certes leur part de rationalité mais aussi d'idéologie et surtout défendent



Philippe BACHIMON

De ce point de vue le tourisme peut aussi être analysé comme un phénomène complémentaire (ou comme l'inverse) des migrations de travail qui transitent par la Méditerranée parfois de manière dramatique.

Philippe BACHIMON

Les conditions d'un tourisme facteur de croissance.

Suite

finalément un invariant idéal, celui du climat, de la culture... qui s'apparente à un fixisme.

Prenons-les à contre pied.

Une vision binaire dépassée

Le tourisme pourtant est au cœur des débats d'experts, des prises de positions publiques, d'opinions tranchées... qui renvoient à des valeurs qui lui sont associées a priori,

- en particulier celles de son inconsistance, de sa futilité..., tout un assortiment hétérogène assez consensuel qui correspond à la faible valeur qu'on lui attribue comme phénomène social.
- celle de son rôle déstabilisateur des identités locales (par leur folklorisation dès lors qu'elles deviennent produit... et patrimoine matériel et immatériel). Ce phénomène, dit de la « mise sous cloche » pour le patrimoine et de la « réserve d'Indiens » pour les habitants est très souvent montré du doigt comme un effet particulièrement pervers d'acculturation.

Cette vision stérilise d'ailleurs son approche scientifique, qu'elle soit fondamentale, appliquée ou impliquée, car elle donne un faible rendement cognitif à l'objet d'étude tourisme. Ce n'est pas très sérieux de travailler sur le tourisme et pour tout dire peu valorisant. Aussi l'appropriation scientifique est faible, peu rigoureuse... et la diffusion du savoir, et ce de part et d'autre de la Méditerranée, balbutiante. Du coup une vision du tourisme à base d'idées reçues, l'emporte sur un savoir qui serait objectivé par la recherche. Alors que le touriste est tout sauf un stéréotype il est vu de manière consensuelle

comme tel. Quelques exemples pour s'en convaincre :

- Il peut être un très grand connaisseur du pays visité dans le cas du tourisme affinitaire (1/2 des séjours internationaux au Maroc) alors que l'idée d'un touriste peu éduqué, peu intéressé par le pays où il voyage... peu ouvert à l'altérité prédomine.
- Il peut être devenu un résident permanent de fait (jeune senior, retraités d'Europe du Nord sur leurs bateaux dans le Port de Palma, au Nord d'Agadir dans un campement de camping car, dans la vallée des Roses...) et présent donc en hors saison... contrairement à l'idée reçue en faisant un personnage superficiel, de passage.
- Il peut être un « fantôme » dont la présence se matérialise par l'investissement immobilier, l'impact paysager... alors qu'il est absent (volets fermés) comme résident secondaire.
- Il peut être devenu acteur du tourisme à son tour. Prêtant sa villa, la louant... étant devenu logeur, hôtelier, guide TO... donc perpétuant le système... le rendant durable en devenant l'un des grands passeurs.
- Il peut s'être marié sur place avoir fondé une famille... s'être intégré (naturalisé en quelque sorte) et donc disparaître dans la population locale par intégration, assimilation... mais en y apportant aussi son altérité, donc en modifiant la dite population... voire en l'ouvrant ainsi un peu plus au tourisme.
- Aussi, le tourisme se doit d'être pris comme un phénomène graduel d'hybridation culturelle (par proxémie).

Le tourisme phénomène gradué d'hybridation culturelle par proxémie.

Le plus évident et peut-être le moins mis en avant dans l'analyse du phénomène en Méditerranée peut se résumer aux quelques remarques suivantes.

- D'abord le tourisme est un phénomène global. La touristification est devenue globale et touche toutes les sociétés, les comportements comme les représentations, à des degrés divers il est vrai. Mais nul n'y échappe. Ainsi est-il courant aujourd'hui d'être touriste près de chez soi (soit d'y avoir des consommations et des loisirs en partage avec les visiteurs) alors qu'il fallait auparavant pour le devenir effectuer un voyage. Cette mixité est un élément de l'accroissement de la sensibilisation au tourisme, au moins dans les pays les plus riches, et c'est sans doute sur ce rapprochement des comportements entre l'accueillant et l'accueilli que se renforce la « vocation touristique » de la France. Il n'y a plus de rejet de l'autre... qui est un autre soi. D'où la théorie d'une situation qui serait devenue post-touristique, car ressemblant encore au tourisme mais étant déjà d'une autre nature.
- Les métissages apparaissent comme l'une des conséquences parmi d'autres de cette globalisation. Ainsi l'altérité s'estompée même si les crises identitaires sont fortes de part et d'autre de la Méditerranée. Et peut-être leur force « explosive » traduisent-elles l'inéluctable métissage social, culturel... Mais aussi, et encore paradoxalement l'altérité (qui pour le visiteur est l'exotisme) survit de sa mise

en tourisme. Car devenue une ressource elle fait l'objet – certes – d'une marchandisation mais aussi d'une politique de protection, de préservation, de mise en valeur... patrimoniale... qui n'échappe pas au conformisme, au kitsch... aux normes... à une certaine dénaturation... mais qui préserve une « essence », ce que l'on pense devoir être sauvegarder pour les générations futures. Sous cet aspect le tourisme apparaît bien souvent comme le financeur du principe de précaution.

- Enfin le tourisme ne saurait être perçu en Méditerranée comme l'expression d'une opposition Nord Sud tranchée. D'abord parce qu'il se développe par proxémie selon un continuum qui fait que par exemple aujourd'hui son front de balnéarisation a franchi le Détroit de Gibraltar à l'Ouest tandis qu'à l'Est, il parcourt toute la côte égyptienne. En fait il faudrait sans doute mieux penser la Méditerranée avec l'IDH, qui exprime bien le gradient « centre » (celui de la Mésopotamie européenne) « périphéries » (celles qui commencent dès que l'on s'en éloigne) dans lequel se trouve la région, plutôt qu'avec le PIB/hab qui en donne une image discontinue.

voir tableau ci-après

De ce point de vue le tourisme peut aussi être analysé comme un phénomène complémentaire (ou comme l'inverse) des migrations de travail qui transitent par la Méditerranée parfois de manière dramatique.



Philippe BACHIMON

Les conditions d'un tourisme facteur de croissance.

Suite

Conclusion en Gris bleuté.

Le tourisme crée en Méditerranée une « réalité » mouvante. Une hyperréalité, celle propre aux cultures post-modernes. Cette hyperréalité reposerait sur une confusion entre imaginaire et réalité. Dans la mondialisation marchande, le tourisme a pris une place considérable dans la mesure où il transforme du temps libéré en voyage et séjours lointains. Mais il est bien plus que cela car au final il fait du rêve une réalité matérielle. On lui donne pour cela aujourd'hui la valeur d'une réalité augmentée... certains diraient d'une réalité diminuée. C'est selon que l'on a une vision pessimiste du Monde et de son désenchantement ou que l'on soit plus optimiste et que l'on souligne son effet hybridant.

Tout serait peut-être affaire de sensibilité.

Pays méditerranéen	Pib/hab (x1.000\$)	IDH (2011)
Égypte	1,3	0,708
Syrie	1,5	0,724
Maroc	2,1	0,646
Jordanie	2,6	0,773
Tunisie	2,9	0,766
Algérie	3	0,733
Turquie	5,4	0,775
Liban	5,6	0,772
Libye	7,2	0,818
Malte	15,3	0,878
Portugal	17,9	0,897
Slovénie	18,7	0,917
Israël	20,2	0,932
Chypre	23,3	0,903
Espagne	27,3	0,948
Grèce	27,4	0,926
Italie	32	0,941
France	36,6	0,952
moyen Médit ss Mer N	14	0,83
Moy monde (2013)	10,1	0,62



Aïcha BARKAOU

Peut-on parler d'une égalité économique homme-femme au Maroc ?

Professeure chercheuse en Master Genre, Société et Culture à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock-Casablanca. Membre de l'équipe de recherches et d'études sur le Genre.

Peut-on parler d'une égalité économique entre les hommes et les femmes au Maroc ? Telle est notre problématique aujourd'hui. Alors que les femmes marocaines investissent tous les domaines de l'activité sociale, politique et économique, ces mêmes femmes continuent à subir cette injustice, vieille comme le temps, qui est l'inégalité. La société n'a pas cessé de reproduire des conceptions fixées par le schéma de fonctionnement d'une société patriarcale, archaïque et machiste. La problématique qui se pose est de savoir si le chemin vers l'égalité économique au Maroc est un processus positif qui respecte ses engagements ou plutôt un simple mirage. L'objet de notre communication est de dresser un état des lieux de la situation actuelle pour voir quels sont les ennemis les plus redoutables du changement vers le chemin de l'égalité économique entre les hommes et les femmes et les obstacles quant aux objectifs fixés pour le développement du pays. Pour ce faire, nous allons analyser la situation de l'activité économique au Maroc en se focalisant sur la condition des femmes ouvrières ainsi que celle des femmes entrepreneures, le rôle des femmes dans l'activité sociale et l'image que les médias leurs renvoient. Si les femmes sont aujourd'hui les égales des hommes devant la loi, la constitution et les prérogatives juridiques et politiques, dans la réalité, les conditions défavorables et les représentations négatives risquent d'entraver ces avancées ainsi que leurs applications. Il faut croire qu'au Maroc, l'égalité est évoquée de manière isolée comme une norme juridique extérieure à laquelle il faut se conformer, ou une nécessité économique, permettant d'équilibrer les comptes avant tout, alors qu'il faut prendre conscience que l'inégalité est une vieille injustice que l'humanité porte en premier la responsabilité et que la défense de cette égalité est une dette humaine. L'origine de la dette est ancienne. Je ne vais pas remonter aux origines de cette dette mais juste en dressant un état des lieux de ce qui se passe au Maroc, à l'aube du 21^{ème} siècle, nous allons comprendre qu'il reste encore un long chemin à faire pour solder cette dette et ainsi arriver peut être à ce qu'on peut nommer une dignité humaine.

Dans sa recherche sur l'histoire du travail des femmes au Maroc, la socio-économiste

Rajaa Mejjati a dressé un panorama des formes de travail précaires qui maintient les femmes dans l'invisibilité. Elle avance que les femmes ont toujours travaillé et cela n'a jamais empêché leur oppression et l'appropriation des bénéfices de leur travail. L'invisibilisation et la précarité du travail des femmes est un outil de la domination masculine. Une autre étude menée récemment par les chercheurs Lahcen Achy (économiste) et Aïcha Belarbi (sociologue), met en évidence la baisse du pourcentage de participation des femmes à l'activité économique et leur prédominance dans des secteurs féminisés peu rémunérateurs et dévalorisants. Un secteur dans lequel les femmes marocaines ont toujours eu un rôle prépondérant est l'artisanat, notamment dans l'industrie du textile, rôle attesté déjà dans les sociétés antiques de la Méditerranée. Liées à l'activité touristique, les femmes marocaines dans les zones rurales ont participé activement dans le développement du tourisme rural. Elles ont montré leur savoir faire dans la création et l'élaboration de différents produits qui ont fascinés les touristes et de ce fait elles ont œuvré dans la fidélisation de ces derniers. Elles ont valorisé le patrimoine marocain en travaillant les produits du terroir tout en étant créatives dans la perception et l'élaboration de produits biologiques issus de l'agriculture et des récoltes, notamment, les huiles, les plantes médicinales, l'apiculture, etc. De cette façon, elles se sont impliquées dans l'épanouissement d'une autre forme de tourisme : le tourisme écologique. Avec la création de coopératives, les gîtes ou les maisons d'hôtes, les femmes ont aussi participé dans la réussite de ce tourisme par d'autres savoirs faire à savoir : l'élaboration des plats traditionnels, l'art de recevoir, la décoration intérieure, l'habillement, etc. Toute cette industrie artisanale et touristique pouvait donner lieu à des bénéfices et à une indépendance financière et économique. Le produit de cette industrie rurale à domicile, dans les coopératives ou dans les maisons d'hôtes, pouvait aussi donner lieu à un salaire. Mais malheureusement, ces mêmes femmes continuent à vivre dans la précarité à cause de plusieurs facteurs. En général, les biens sont commercialisés par les maris à qui en reviennent donc les bénéfices. A part le travail de la société civile et des associations engagées, l'état ne s'engage pas massive-

ment dans la structuration de ce travail qui participe activement dans le développement du tourisme au Maroc. Aucune politique n'est adoptée pour gérer toute cette industrie, aucun travail sur la communication n'est fait pour valoriser et faire connaître et sortir de l'ombre le travail de ces femmes et c'est malheureusement des entreprises étrangères qui gèrent le fruit de tout ce travail et ces efforts.

Quant aux zones urbaines, l'industrie du textile, par exemple, représente au Maroc environ 40% des emplois industriels dont environ 80% des ouvriers sont des femmes¹. Mais ces ouvrières du textile sont confrontées à des conditions de travail difficiles et à une faible protection sociale par le droit du travail. Les ouvrières demeurent au Maroc socialement invisibles. Plusieurs études sur les conditions des ouvrières dans l'industrie du textile décrivent une situation précaire à plusieurs niveaux. Au niveau du recrutement, par exemple, les jeunes ouvrières célibataires sont perçues par les employeurs comme étant plus flexibles, plus disponibles et économiquement plus rentables et facilement exploitables. La précarité se manifeste aussi dans d'autres facteurs tels les mauvaises conditions de travail, l'instabilité de l'emploi, l'accès aux instruments de prévoyance sociale, la maternité qui est une protection sociale limitée car d'après une étude récente 78,9% des ouvrières² n'ont pas pu avoir un accès au congé payé de maternité et seulement 19,2% avaient un accès à une pause rémunérée pour allaitement sans parler d'un autre problème majeur qui est l'espace public qui demeure un espace d'insécurité totale. Les politiques publiques ne veillent pas à la sécurisation des espaces publics pour les femmes. Les lois et les politiques ne sont pas instaurées pour lutter contre la violence qui sévit contre les femmes dans les espaces publics et sur les lieux de travail, contre le harcèlement sexuel qui constitue l'un des handicaps à la circulation en toute sécurité et sérénité et à l'accès des femmes à l'emploi.

Les conditions de vie des femmes ouvrières au Maroc demeurent instables et précaires, qu'en est-il de la condition de vie des femmes entrepreneures ? Même la situation des femmes entrepreneures au Maroc est contrastée. Les femmes représentent 43%

des dirigeants d'entreprises naissantes. Mais les principaux problèmes personnels qu'elles rencontrent lors du lancement ou de la conduite de leur entreprise sont les confrontations aux systèmes patriarcal et sexiste qui entravent leur avancées sans parler des lois et des droits qui ne semblent convenir qu'à un monde masculin.

Les femmes interrogées lors d'une autre étude déclarent que les principaux problèmes personnels qu'elles rencontrent lors du lancement ou de la conduite de leur entreprise sont le stress familial d'une part, et le manque de soutien d'autre part. Les difficultés à gérer ou diriger des hommes, ou à conserver un équilibre entre leur vie professionnelle et personnelle arrivent loin derrière. Ceci confirme, cependant, l'importance du rôle de l'éducation comme étant le premier déterminant de l'intention entrepreneuriale dans les jeunes générations. La structure familiale et l'école devront donc renforcer l'autonomie et la créativité des jeunes filles.

Au niveau local, l'on est encore loin d'une conscience concernant la nécessité de fournir des chances égales aux filles et aux garçons à travers l'enseignement, par exemple. Il faut juridiquement et culturellement sortir de ce mythe que la femme en tant que genre a toujours été, et doit être entretenue par les hommes.

Mais, au-delà de la famille, l'État doit aussi prendre conscience que le faible recours aux dispositifs d'aide et d'accompagnement à la création d'entreprise aussi bien pour les femmes que pour les hommes est un handicap qui devra être surmonté.

Un autre domaine qui de part sa définition devrait normalement émanciper les êtres au lieu de les opprimer est le domaine des médias. La question féminine est l'indicateur des mutations profondes qui agitent la société marocaine, cependant, les médias et la publicité continuent de reproduire des conceptions fixées par le schéma de fonctionnement d'une société patriarcale, archaïque et machiste.

Au Maroc, les médias et les publicités discriminatoires sont encore aux sources d'une inégalité par l'image et par le discours. L'image des femmes est encore loin des efforts de changements souhaités. Cossifiées, réduites à un simple corps, les femmes



Les 5^{èmes} Rencontres de Cybèle

organisées par l'association Euromed-IHEDN

Mieux comprendre la Méditerranée pour faire vivre une idée commune

Pertinence et impertinence, exemple de l'activité touristique



Aïcha BARKAOU

Peut-on parler d'une égalité économique homme-femme au Maroc ?

Suite

sont un objet de fantasme, de tentation, de désir mais aussi du péché et la source de tous les maux. Les rôles féminins et les rôles masculins sont toujours perpétués par les médias. Assujetti et instrumentalisé, le corps des femmes montre que ce dernier est représenté dans la conscience collective comme un moyen pour vendre, non pour produire. Ceci perpétue l'idée que les femmes ne sont faites que pour la reproduction et non pas pour la production. Les médias ne donnent pas une représentation fidèle du vrai statut de la femme actuelle marocaine, active et combattante. Les médias dans ce sens ne font que suivre certains intérêts et ce n'est que dans le cas d'une vraie volonté politique qu'ils pourront faire office d'une responsabilité sociale et commenceront à jouer un rôle capital dans le façonnement de nouvelles idées mettant en avant une image positive des femmes loin des stéréotypes, prônant ainsi la vraie identité des femmes. En effet, les médias sont le lieu de rencontre de toute la société et c'est ce qui fait d'eux un moyen rapide, efficace et incontournable pour le changement des mentalités et des idées préétablies s'ils sont utilisés à bon escient par des réalisations artistiques comme les publicités, les feuilletons, le cinéma et les sitcoms. Ils véhiculeront alors une image positive et réaliste des femmes : celle des femmes travailleuses, compétentes économiquement et politiquement, capables d'occuper des postes influents comme leurs partenaires masculins.

Nous avançons donc que cette question de l'égalité économique entre les hommes et les femmes est le critère principal qui permet de prendre la réelle mesure de l'égalité au sein de la société. Elle permet de vérifier si les engagements politiques, les lois et autres dispositions formelles dont se prévaut un pays, sont véritablement traduites en actes tangibles ayant une incidence sur la vie des citoyens. Mais malheureusement et dans le cas du Maroc nous remarquons un recul désolant. Ainsi, entre 1999 et 2012, le taux de participation féminine à l'activité économique a baissé de 30% à 25%. Au niveau urbain, ce taux est l'un des plus faibles au monde, selon « l'Indice international de l'écart genre », puisque à peine 18% des femmes en ville sont sur le marché du travail. Aussi bien dans le secteur formel que

dans le secteur informel, les femmes sont fortement impliquées dans des activités souvent non marchandes et moins bien valorisées. Par ailleurs, tout leur temps est consacré à l'activité domestique non rémunérée ce qui contribue à l'inégalité homme/femme.

La circulaire du Premier ministre datée de janvier 2001 mettant l'accent sur la promotion des femmes aux postes de responsabilité est restée vaine. Aucun monitoring n'est mis en place pour s'assurer de l'application de cette règle. Les primes, et les déplacements leur sont souvent refusés par la concurrence masculine, largement dominante. En gros, le taux de féminisation des professions (élus, hautes fonctions et postes de direction) au Maroc est de 13%, ce qui le classe à la 98^{ème} place mondiale³. Ce diagnostic montre que le Maroc n'a pas réussi à redresser son retard sur le chapitre de l'égalité économique du genre.

Sur ce point, il est clair que l'appréhension de la question de l'égalité est biaisée à plusieurs niveaux. Elle est traduite à travers le budget genre qui n'est que sous forme de mesures procédurières, partielles sans incidence réelle sur le rééquilibrage des ressources humaines. La conciliation entre vie professionnelle et familiale n'est aucune prise en charge par les politiques publiques, alors qu'elle fait l'objet au niveau international de mesures incitatives multiples. La garde des enfants, soit dans des structures publiques, privées ou à domicile est subventionnée et encouragée. Or, en l'absence de modes de garde des enfants, de nombreuses mamans n'arrivent pas à concilier entre le travail et la vie de famille. Les structures de formation et d'insertion professionnelle n'intègrent aucun critère « genre » pour agir en amont sur les inégalités.

De ce fait, nous pouvons avancer qu'au Maroc, le processus vers l'égalité économique est entravé par un certain nombre d'obstacles. Le taux d'analphabétisme et la difficulté d'accès des filles à l'éducation de base puis à la formation qualifiante. L'inégalité salariale et d'accès à égale compétence aux postes de responsabilité. Il existe aussi des obstacles d'ordre culturel avec des prolongements juridiques : d'abord le principe structurel et structurant de la Qiwama⁴ économique et morale au sein de la cellule familiale comme au sein de

la société.

Ensuite, le contexte actuel dominé par la traditionalisation de la société liée à la montée de l'instrumentalisation politique du religieux au niveau des sphères de décision, notamment au sein du Gouvernement. Cette situation exprime l'émergence de nouvelles hostilités envers l'accès des femmes aux espaces publics. Si les femmes restaient chez elles, les hommes trouveraient plus facilement de l'emploi.

Au final, il faut appliquer les lois au Maroc en conformité avec l'article 19 de la Constitution, cet article n'est toujours pas mis en œuvre et l'autorité de la parité et de la lutte contre les discriminations (APALD) demeure encore en projet. Malgré les avancées, le décalage entre les textes, les lois et les pratiques est une réalité à tous les niveaux. Etant donné que c'est l'application effective et concrète des lois qui change les mentalités, l'état doit mettre en place une vision stratégique d'une politique en faveur d'une égalité économique hommes-femmes. Cela peut se traduire par des incitations fiscales pour le privé, des quotas de formation et d'auto-emploi, ou encore une politique adaptée en matière de prise en charge de la famille de la garde des enfants.

Le gouvernement, en concertation avec les associations professionnelles, peut mettre en place un 'label genre'. La prise en compte de la dimension genre est en effet une dimension importante de la responsabilité sociale des entreprises pour concrétiser l'égalité économique homme-femme reconnue aujourd'hui dans la Constitution. Mais ceci ne peut se réaliser sans un lobbying sociétal fort et insistant, doté de données fiables dans le but d'influencer la décision politique

La loi est un moteur des évolutions au sein des sociétés et on note au Maroc que les principales batailles se déroulent au niveau des règles et des lois régissant la famille, et pour cause, l'égalité au niveau d'une protection économique familiale pourrait être un appui fondamental pour l'avancée vers l'égalité économique au niveau de la société.

Nonobstant, et malgré tous ces freins vers l'égalité économique, le mouvement féministe, les associations et la société civile au Maroc jouent un rôle fondamental dans

l'avancement des droits des femmes et l'égalité de genre. Toutes les réformes qui ont eu lieu, jusqu'à maintenant, n'auraient pas pu être possibles sans le plaidoyer très fort, fondé sur une véritable expertise et lié à la proximité et réalité du terrain et du vécu des femmes que tous ces mouvements et cette société civile ont porté.

Le contexte marocain comporte des obstacles graves et des déficits majeurs, structurels, historiques, culturels, sociaux et politiques. Or, la société civile marocaine assure aujourd'hui de nombreuses missions, mêmes si certaines ne sont vraiment pas de son ressort. Grâce à elle, il existe de nombreux projets réussis : coopératives, associations professionnelles, petites entreprises que des femmes, démunies au départ, sont parvenues à développer.

Face à cela, il faut affirmer et revendiquer haut et fort que les femmes ont le droit légitime de se réaliser dans un domaine d'activité de leur choix, un droit qu'en tant de citoyennes, il revient à l'État de le promouvoir et le protéger.

En fin, l'État a donc failli à ses missions de base : éducation, formation, égalité de chances, égalité d'accès, prévoyance sociale, etc. En somme, on ne peut concevoir l'égalité économique hommes-femmes comme un alignement de la situation des femmes sur le modèle masculin, mais comme une transformation des composantes de tout le modèle économique dominant. C'est cela qui fait de la bataille pour l'égalité économique au Maroc un enjeu fondamental dans la transformation sociale et politique du pays.

1 Bouasria L. (2013). Les ouvrières en mouvement. Éditions l'Harmattan, Paris.

2 Les sources présentées proviennent du Haut Commissariat au Plan.

3 D'après l'Indice d'écart de genre du Forum économique Mondial, FEM.

4 Ce terme est tiré du Coran et interprété comme « les hommes ayant plus de pouvoir que les femmes en ce qui concerne les dépenses matérielles et comment Dieu différencie l'homme de la femme ». Cf. les travaux d'Asma Lamrabet, médecin biologiste, directrice du Centre des Études Féminines en Islam au sein de la Rabita Mohammadia des ulémas du Maroc.





Omar BENJELLOUN Les attentes du Sud.

*Avocat inscrit aux Barreaux de Marseille et Rabat,
spécialiste en droit économique et Droit pénal général et des affaires.*

Après avoir défini le «Sud» par rapport au 20^{ème} siècle dans l'objectif de figer un troisième bloc à partir des colonies devenues indépendantes, les conceptualisations de cette partie du monde remontent désormais en complexité quant aux enjeux géopolitiques et économiques.

La chute de l'URSS et l'entrée de ses satellites dans l'Union Européenne, le déclin du nationalisme arabe, Israël, l'islamisme politique et armé devenu indépendant des USA, les guerres contre l'Irak ou la Lybie avec le retour des monarchies du Golfe, l'émergence de puissances économiques comme le Brésil, la Turquie ou la Chine, font que le Sud n'a plus les mêmes rapports avec le Nord.

C'est à partir de cette réalité que les attentes et les aspirations de l'arc sud de la méditerranée seront définies pour établir la bonne foi et la confiance entre les acteurs étatiques, économiques et civils qui influencent le développement et la paix.

Ils doivent apporter un modèle alternatif à celui qui veut «concentrer les richesses en empêchant la concentration des hommes».

Ce dysfonctionnement, au-delà des considérations religieuses, identitaires ou historiques, qui restent éphémères devant les besoins du présent, représente la source principale des fractures génératrices d'instabilité et de sous ou mal développement.

Les problématiques de migration et de terrorisme, combien même ces mots ne peuvent être les deux revers d'une même médaille, devraient passer d'une logique intérieure soumise aux aspects bureaucratiques et sécuritaires à une approche qui traite les phénomènes dans leurs racines.

La portée des thématiques de « développement humain », d'« investissement étranger », de « territoires » et d'«émigration», et leurs articulations avec la paix et le développement, feront l'avenir de la région devant deux autres pôles mondiaux que sont l'Amérique et la Chine. Cette articulation passe par la reconsidération du schéma paradigmatique par lequel les politiques publiques des Etats du Nord conçoivent leurs rapports économiques et politiques avec le Sud :

En grande majorité inscrits dans des processus démocratiques hésitants, les pays du Sud, paralysés par des fractures sociales ou conflits territoriaux, sont soumis aux intérêts court termistes des pays européens qui ne sont pas conformes aux exigences de développement des pays émergents.

En l'espèce, les contradictions entre intérêts des filières d'exportation industrielles et d'importation agricoles ou minières d'une part - qui influencent les politiques de coopération des Etats du Nord - et les problématiques d'éducation, de santé, de modernisation et de compétitivité des pays du sud d'autre part, alimentent les phénomènes d'intégrisme et d'émigration clandestine.

Au niveau Industriel par exemple, comment est ce qu'un conflit territorial peut amener le Maroc à s'endetter pour l'acquisition d'un TGV alors que le rail existant ne couvre que 1000 km sur un territoire de 750.000 km², que la scolarisation des 15-25 ans n'est que de 75% et que le ratio lit d'hôpital par habitant est de 1/1000 ? Lorsque la BEI, ou autre institution financière, autorise ce genre de crédit combien même à taux faible, y a-t-il un enjeu d'utilité publique pour le pays concerné pour qu'il fasse le choix d'alourdir la dette du contribuable ? Sommes-nous plutôt dans l'externalisation de la dette européenne pour maintenir

la solvabilité d'une action boursière en contre partie d'un positionnement géopolitique ou militaire ? Le TGV est-il prioritaire pour le développement ou consacre-t-il ces oasis de modernité superficielle au milieu d'océans de misère comme dans les agglomérations de Casablanca, Marrakech ou Tanger ? A l'instar de chantiers stratégiques comme Tanger - Med par rapport au développement de bassins d'emplois durables, un endettement aussi couteux aura-t-il des retombées économiques sur la population pour freiner la tentation de l'exil, la solution religieuse à l'humiliation sociale et au chômage, et le basculement vers un cercle vertueux de développement ?

Ces exemples, qu'on rajoute à des dizaines de financements inadaptés aux besoins imminents du développement, inscrivent le rapport « nord sud » dans le cercle vicieux de la réponse sécuritaire au déplacement des hommes, de la réaction militaire à l'agitation terroriste, des solutions superficielles au sous développement et de la prédominance de la finance sur la démocratie. Réprimer la concentration des hommes autour de la richesse et endetter les populations pour maintenir ses positions vis-à-vis des concurrents mondiaux aménage le terrain du fondamentalisme et de « l'asile économique et climatique ».

Dans le Sud, ces contradictions font cohabiter la faillite du service public avec l'adhésion forcée de ces Etats aux théories néo conservatrices qui consacrent l'approche équiementière comme seule levier du développement. Cette réalité participe à l'accentuation des interrogations relatives à la « souveraineté » qui s'expriment sous le prisme religieux par absence du cadre idéologique alternatif. Ces incompréhensions imposées par le Nord, qui véhicule une propagande au sein de l'opinion, à savoir que la condition

de travailleur ne relève pas de la prédation du capital mais de l'émigration ou de l'impôt, conforte la réaction identitaire dans les pays du Sud et leurs diasporas.

L'enjeu est de rendre ce cercle vertueux par une rupture dans les politiques de coopérations et les objectifs du Nord dans sa capacité d'articuler entre stabilité économique et environnement territorial et humain :

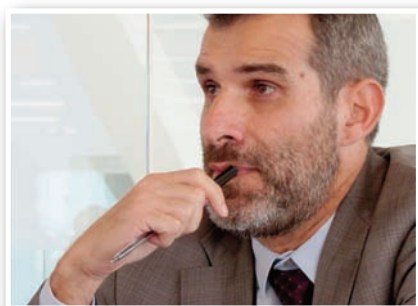
- Octroyer des crédits en conformité avec les enjeux de développement humain plutôt que l'incitation à l'achat de produits industriels sans conséquence sur l'élévation du sud.

- Soutenir les discours alternatifs à fort référent idéologique et l'abandon des tentatives intellectuelles creuses autour de la « modernité ».

- Inciter à l'investissement direct avec les clauses relatives au transfert de technologie, au réinvestissement des bénéfices, aux normes sociales et environnementales européennes.

La refondation des bases relationnelles Nord Sud permettrait donc une dynamique inclusive durable qui débarrasse le Sud des violences causées par les fractures territoriales et sociales. La Méditerranée doit percevoir l'intérêt commun et l'unicité territoriale comme moyen de projeter les esprits et les actions, à travers l'historicité et la complémentarité, dans la confiance nécessaire à la mise en place d'un environnement homogène capable de faire face aux réels concurrents géopolitiques et civilisationnels que sont l'Amérique et la Chine.





Lotfi BOUMGHAR

La société méditerranéenne dans la crise, quelle porte de sortie ?

Diplômé de relations internationales de l'Université de Bruxelles et professeur à l'Université d'Alger, Il a été conseiller diplomatique du Chef du gouvernement algérien. Il a participé au groupe de négociations sur l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne.

Barcelone, 20 ans après : Quels défis, quelles réponses ?

Mesdames et messieurs, chers amis,

Je tiens en premier lieu à sacrifier à deux obligations aussi agréables l'une que l'autre : remercier l'amiral Jean-François Coustillière pour son aimable invitation et ensuite dire le plaisir qui est le mien de prendre part à ces rencontres de Cybèle dans cette belle ville de Marseille qui symbolise plus que jamais ce trait d'union entre le nord et le sud de la méditerranée.

Dois-je rappeler devant un public aussi initié que près de deux décennies depuis la proclamation de la déclaration de Barcelone, marquant la naissance du partenariat euro-méditerranéen, les défis auxquels sont confrontés les pays de la région sont toujours présents. Certains se sont même amplifiés sous l'effet d'un contexte géopolitique particulièrement trouble, d'autres prennent une acuité particulière au regard des évolutions internes inquiétantes que connaissent les sociétés de nombre de pays partenaires.

Cette modeste contribution vise à sérier les défis qui se posent au partenariat euro-méditerranéen, du moins les plus importants et exerce hasardeux s'il en est, à proposer une démarche pour les relever.

1 - Le défi des perceptions mutuelles :

Le partenariat euro-méditerranéen notamment dans sa dimension culturelle et humaine, mais pas seulement, s'est assigné comme objectif, l'amélioration

des perceptions que développent les peuples des deux rives de la Méditerranée les uns vis-à-vis des autres. 20 ans après, force est de constater qu'au lieu de s'améliorer, ces perceptions prennent un tour plus négatif encore.

La crise sur la rive nord de la Méditerranée a fait le lit aux discours xénophobes, racistes marqués du sceau de l'intolérance, accentuant ainsi le sentiment de marginalisation, de frustration et de persécution que développent les populations au sud amenant certaines franges de la société à s'engager sur la voie d'un extrémisme aussi dangereux que destructeur.

2 - Le défi sécuritaire :

Le contexte géostratégique qui entoure les limites géographiques du partenariat, connaît une recrudescence des différentes formes de violence et de terrorisme, selon une ligne de feu qui va du moyen orient au Sahel, sans occulter les tensions propres au vieux continent.

Un fait nouveau se doit d'être signalé, l'Europe est devenue aujourd'hui un espace « exportateur » de terroristes. Ce fait nouveau porte en lui des conséquences particulièrement graves, quand on sait que beaucoup de ressortissants de pays européens peuvent se déplacer dans les pays du sud de la méditerranée sans autre formalité que la présentation d'une simple carte nationale d'identité rendant ainsi quasiment impossible toute possibilité de contrôle préalable de la part de pays qui pour la plupart sont dépourvus de moyens leur permettant d'assurer une réelle étanchéité de leurs frontières.

3 - Le défi migratoire :

Le défi migratoire se pose de manière lancinante dans l'espace euro-méditerranéen ; il se pose d'une part sous forme d'un déplacement des populations du sud vers la rive nord pour des raisons économiques mais aussi sécuritaires et il se pose d'autre part en termes d'exode de populations subsahariennes vers les pays du Maghreb perçus comme zone de transit dans l'attente d'un hypothétique départ vers l'Europe.

Cette situation constitue en soi un drame humain qu'il convient de traiter comme tel mais elle n'est pas sans implications sur le plan sécuritaire tant ces populations particulièrement vulnérables sont des proies faciles pour les réseaux du crime organisé qui font des nomens'land désertiques notamment, un terrain de prédilection.

Cette problématique prend également un aspect économique au regard des sommes importantes que nécessitent à la fois le contrôle des frontières et la prise en charge de l'accueil de ces populations en exode pour des pays déjà confrontés à des difficultés économiques importantes.

Les mêmes causes, produisant malheureusement les mêmes effets, il y a fort à parier que nous assisterons à une aggravation des comportements racistes et xénophobes dans les pays de la rive sud envers les populations migrantes ; des comportements qui prendront une forme plus violente que celle connue au nord proportionnellement à la rareté de la ressource.

4 - Le défi énergétique :

L'apparition du gaz et du pétrole de schiste ne peut à court terme ébranler

la centralité de la question énergétique dans la sphère euro-méditerranéenne.

Néanmoins, la perspective d'exploitation de ces ressources de type nouveau porte déjà atteinte à l'équilibre économique sur lequel a été bâti le modèle commercial concernant le gaz entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

Le risque de désinvestissement est bien là, des lors que la logique des contrats à long terme est remise en cause.

La situation en Ukraine, les relations tumultueuses qu'entretient l'Europe avec son ombrageux voisin Russe, nous rappelle chaque jour que la problématique énergétique doit échapper aux approches tactiques pour se fonder sur une base stratégique avec pour pierre angulaire l'équation : développement – sécurité de l'approvisionnement.

5 - Le défi environnemental et sanitaire :

Les Etats auront beau ériger des barrières physiques ou tarifaires, les questions environnementales et sanitaires ne renonceront jamais à leur statut transnational.

Ce constat se vérifie d'autant plus à l'heure où les déplacements de population atteignent une échelle jamais égalée dans l'histoire de l'humanité et au moment où l'audace écologique amène nos sociétés à emprunter des chemins souvent dangereux pour la protection de l'environnement.

C'est là parmi les défis les plus importants, un lecteur averti pourra en recenser d'autres.

Al'aune de ce constat, quelles sont les perspectives qui s'offrent au partenariat



Lotfi BOUMGHAR

La société méditerranéenne dans la crise, quelle porte de sortie ?

Suite

euro-méditerranéen et quel avenir pouvons-nous esquisser pour la Méditerranée à un horizon temporel prospectif de l'ordre d'une quinzaine d'années ?

Répondre à ces interrogations nous conduit inmanquablement à nous interroger d'abord sur le devenir de l'Europe à travers l'avenir de la construction européenne :

- Est-ce que le processus d'élargissement mis en œuvre à ce jour va continuer et jusqu'à quelle limite géographique ?

- Est-ce qu'au contraire, sous l'effet d'une crise économique persistante, l'espace européen ne sera pas mis devant l'obligation d'opérer une contraction centrée autour de la zone Euro ?

- Si les crises multiples et les zones de tensions diverses qui se développent en méditerranée ont eu, à chaque malheur chose est bonne, le mérite de mettre la Méditerranée au centre des préoccupations géostratégiques mondiales, elles ont également mis en avant deux zones de fractures importantes : la Méditerranée occidentale et la Méditerranée orientale qui, à l'évidence, réagissent à des problématiques différentes et le sud et le nord de l'Europe qui accordent à la Méditerranée un intérêt pour le moins différencié.

Une réponse générale s'impose de prime abord :

Le partenariat euro-méditerranéen doit porter un nouveau discours basé sur une vision politique novatrice, un dialogue franc et réaliste.

Il est temps que les pays au nord de la Méditerranée intègrent le caractère vital que représente pour eux le sud en tant qu'arrière pays stratégique.

Dans le monde d'aujourd'hui, dominé par la logique des grands ensembles, l'Europe ne peut atteindre une taille critique en termes de poids géostratégique face aux USA, à la Chine et à d'autres pays émergents à l'instar de l'Inde et du Brésil sans une alliance au moins économique avec les pays du sud de la Méditerranée.

La plupart des pays de la rive sud doivent de leur côté se convaincre qu'outre le souci salutaire de diversification, l'Europe, avec son marché de plus de 500 millions de consommateurs dotés d'un pouvoir d'achat relativement élevé, représente pour leurs économies un marché aussi naturel qu'important. Comme chacun le sait, les lois de la géographie, les résidus de l'histoire finissent toujours par imposer leur logique.

Cette nouvelle vision du partenariat euro-méditerranéen appelle un nouveau discours qui a besoin d'un courage politique indéniable mais qui est le seul à même d'améliorer les perceptions, de faire évoluer les mentalités et donc de rendre possible un autre avenir.

C'est ainsi qu'il faut avoir le courage de reconnaître le caractère inéluctable de la migration face au vieillissement des populations en Europe et qu'enfin l'Europe ne peut en aucun cas croire qu'elle peut être une citadelle de croissance et un havre de paix alors que le sud voisin est en ébullition et en proie à la paupérisation.

Au Sud, l'heure est venue de rompre avec les discours « de victimisation »,

décider de reconnaître les erreurs du passé de prendre résolument le chemin de la bonne gouvernance qui plus que la démocratie est la garante de la stabilité et du développement.

20 ans après Barcelone, il est temps de refonder le Partenariat sur de nouvelles bases, loin des réflexes d'assistance, de culpabilité ou de nostalgie post coloniale pour arriver à une véritable relation d'interdépendance mutuellement avantageuse.

Cette voie passe inéluctablement par la reconnaissance mutuelle, la valorisation du rôle de chacune des parties à travers les programmes scolaires, les médias et les échanges entre les populations notamment les franges de la jeunesse.

Des mesures certes risquées au plan de l'électoratisme politique mais néanmoins nécessaires doivent être envisagées et pourront être acceptées par les opinions publiques si elles sont expliquées avec pédagogie.

Dans le domaine de la circulation des personnes, la question des visas pourra être partiellement contournée par l'instauration d'une carte de circulation de dix années délivrée à tous les « Bona-fide » c'est-à-dire à tous ceux qui par leur action contribuent à renforcer le partenariat euro-méditerranéen.

Dans le même ordre d'idée, un véritable Erasmus euro-méditerranéen qui inclut la reconnaissance automatique des diplômes doit être instauré pour ouvrir la possibilité de la mobilité académique aux jeunes de part et d'autre de la Méditerranée.

Un programme éducatif euro-méditerranéen destiné à diffuser les valeurs de tolérance et de reconnaissance

mutuelle doit être adopté et intégré aux programmes nationaux d'éducation.

De telles mesures et bien d'autres sont aujourd'hui vitales pour éviter le scénario tendanciel qui se dessine sous nos yeux : celui d'une Méditerranée, zone de fracture et en proie à une guerre de civilisation alimentée par l'antagonisme religieux afin de laisser place à un scénario de rupture : celui d'une Méditerranée forte de la complémentarité de ses deux rives qui s'impose comme un acteur de premier plan sur la scène internationale.

N'est-ce pas là en réalité l'objectif non-dit des concepteurs du projet de Barcelone ?





Louis CAPRIOLI

Face aux défis pouvant impacter les activités de loisirs, quelles réponses ?

Conseiller Spécial du Président du groupe GEOS. Inspecteur général honoraire de la Police Nationale, ancien Sous-directeur à la Direction de la Surveillance du Territoire, en charge de la lutte contre le terrorisme international.

- Tuer le maximum de personnes
- Provoquer des dégâts considérables
- Effrayer les populations
- Désespérer les Etats devant l'ampleur des destructions et la qualité des moyens utilisés.
- Recruter des adhérents et sympathisants
- Perturber l'économie mondiale

Perturber l'économie : Les cibles

Tous les moyens de transports, le tourisme, les centres financiers, les infrastructures vitales (gares, ports, aéroports), les passages vitaux (détroits et canaux), continueront en raison de leur vulnérabilité d'être des cibles.

Tout le cycle de l'énergie pétrolière et gazière sera visé : sa production, son acheminement (voie maritime, pipe, gazoducs) et aussi sa transformation. Les attaques contre les centrales hydroélectriques et nucléaires. Le cycle de l'eau, cette denrée de plus en plus rare, est sensible aux attaques bactériologiques.

RENSEIGNEMENT ET PARTAGE DES RENSEIGNEMENTS

Le tourisme un enjeu économique

Toutes les activités humaines ont besoin d'informations et de renseignements pour se développer, le tourisme plus que d'autres est soucieux de disposer d'informations, voire de renseignements pour assurer la sécurité

de ses clients, de ses personnels, de ses installations et la pérennité de son activité à travers le monde.

Pour lutter contre le terrorisme, les Etats et leurs services s'appuient sur deux approches complémentaires.

• La recherche de renseignements par des sources humaines et par des sources techniques.

• La coopération internationale et les échanges opérationnels de renseignements.

Les difficultés de la communication des services de sécurité intérieure et de renseignement :

Il faut aussi évoquer cette difficulté pour un service de renseignement ou pour les représentants diplomatiques à communiquer la totalité des renseignements en leur possession à leurs interlocuteurs, voyageurs, expatriés et entreprises.

Le terrorisme une menace quasi mondiale

Le tourisme est une cible dans les pays occidentaux comme dans les destinations exotiques.

Le terrorisme de l'Etat Islamique, d'Al Qaida et de leurs filiales se situe dans un espace géographique, qui recouvre quasiment la planète.

Les actions terroristes et les réseaux ont une dimension mondiale car le discours des terroristes transcende les frontières.

Le recueil du renseignement

Pour répondre à ces menaces dans l'urgence et dans des périodes de crises, les services de sécurité et de renseignement s'appuient en priorité sur le renseignement d'origine

humaine et/ou technique pour déclencher soit des opérations préventives judiciaires soit des opérations militaires.

Pour plus d'efficacité il faut s'appuyer sur les deux pour disposer d'un renseignement fiable et recoupé.

1 / Le renseignement de source humaine : le diamant

Le renseignement humain est un diamant vous permettant d'être au sein du dispositif adverse et de connaître ses projets.

A ce titre il est très précieux et mérite d'être protégé. Mais comme le diamant, il est très convoité et vulnérable. Une source peut vous trahir, elle peut commettre des fautes de sécurité et être démasquée, cela mettra en danger sa vie et celle de ses officiers traitants

2 / Le renseignement technique : un autre des joyaux du dispositif

Les services de sécurité et de renseignement doivent faire face à une adaptation du Jihadisme aux nouvelles technologies de la communication et de l'information, les fameuses NTCI, qui sont parfaitement maîtrisées pour alimenter la geste, endoctriner, recruter, former, communiquer entre les militants, menacer et surtout revendiquer les attentats.

Le cyberspace est pour les Services de lutte anti terroriste un superbe outil de lutte avec des logiciels performants, des veilleurs, des linguistes, des analystes et des opérationnels pour l'exploitation.

La recherche d'information ouverte et clandestine sur la Toile doit s'amplifier avec une méthodologie, une extrême rigueur et une vigilance permanente

et surtout des moyens communautari-

sés. De cette ensemble de moyens humains et techniques déployés naît le renseignement stratégique, tactique, opérationnel, dont l'exploitation pose toujours des problèmes de protection des sources pour qu'elles continuent à être opérationnelles dans la durée.

L'exploitation des renseignements doit être entourée de précautions pour assurer la pérennité et l'efficacité des systèmes techniques mis en place pour les recueillir et protéger la sécurité physique des sources humaines et de leurs traitants.

L'échange de renseignements :

Les coopérations internationales, régionales sont des facteurs incontournables pour répondre à ce type de menace mondialisée et assurer la sécurité nationale de chaque pays.

Ce travail de recherche au niveau national ne constitue que la première étape de leur démarche du recueil de renseignement pour les services nationaux.

La pertinence du renseignement s'inscrit dans une démarche de coopération au niveau national entre services de sécurité et services de renseignement, mais surtout dans le cadre d'une coopération internationale avec les services étrangers dans un cadre bilatéral voire multilatéral.

Les différents types de coopération

• La coopération bilatérale

Elle est la plus ancienne et demeure la mieux maîtrisée par les services de renseignement et de sécurité.

Le principe, qui guide cette relation, est celui du « Tiers Service »; le principe est que lorsque deux services



Louis CAPRIOLI

Face aux défis pouvant impacter les activités de loisirs, quelles réponses ?

Suite

tiers sans l'accord du service qui a fourni les renseignements.

Cette coopération permet au-delà de l'échange de renseignements sensibles, le recrutement de sources humaines, le traitement de sources humaines et l'exploitation en commun.

• Les coopérations multilatérales

En Europe, elles sont nées de la « Guerre Froide » et ont concerné tous les pays hostiles au Bloc de l'Est. Elles se sont développées avec l'apparition du terrorisme domestique et notamment le terrorisme séparatiste (PIRA, ETA, FLNC...) et le terrorisme de l'Ultra Gauche (Action Directe, RAF, Brigades Rouges, CCC belges). Elles ont pris de plus d'importance avec le terrorisme international, des Etats, des Organisations palestiniennes, arméniennes, turcs, kurdes et islamistes.

Les cadres de ces coopérations

• Elles ont été institutionnalisées par les ministres de l'Intérieur dans les années 1975 pour faire face au terrorisme domestique et international avec des échanges cryptés de renseignement dans le Cadre de « Réseau X » et « Réseau Y »

• Au niveau du terrorisme domestique, cela s'est traduit par l'implantation des officiers de liaison en France, Espagne, Italie, Allemagne et RU. Pour faciliter les échanges, les officiers de liaison étaient installés dans les services de lutte anti-terroriste.

Les limites de la Coopération

Chaque pays utilise ses services de renseignement et de sécurité intérieure pour "espionner" même ses amis et protéger sa souveraineté.

Affaire Snowden PRISM et WikiLeaks 250.000 TD du Département d'Etat récupérés par Manning, qui ont montré que l'espionnage vient de ses amis et alliés

L'espionnage politique, militaire, scientifique réalisé par nos alliés est une réalité bien connue des services.

Affaire de l'annexion de la Crimée, cette "réussite" de Poutine résulte en partie travail des services russes le SVR (SR civil) et le GRU (SR militaire).

Le «11 Septembre», Une rupture

Après "Nine Eleven" en 2001, les «Politiques» ont dû s'emparer activement du phénomène et le sujet a été inscrit à l'ordre du jour de nombreuses réunions internationales.

Une débauche de rencontres plus ou moins intéressantes, pour les services

ONU
OTAN
Union Européenne
G8
G10
G20

Des réunions organisées en fonction des menaces et de l'actualité des attentats
Réunion sur les jihadistes USA Jordanie Turquie Maroc Tunisie + 9 Etats européens.
5+5 Les deux rives de la Méditerranée occidentale.

Des rencontres périodiques étaient aussi organisées.

• Pour le terrorisme international

Les échanges de renseignements se faisaient uniquement au travers du « Réseau Y » et de rencontres thématiques en fonction de la nature de la menace (Palestiniens, ASALA, GIA, Al Qaida etc.)

L'engagement européen:

Il date du 11 septembre 2001

L'Office Europol a été chargé de coordonner la lutte contre le terrorisme au niveau européen

Ce fut un échec: les raisons?

Le concept de sécurité européenne n'est pas encore élaboré, chacun mettant en œuvre ses propres mesures pour protéger son territoire, élaborant sa propre législation antiterroriste.

Un FBI européen est non viable. Les législations et les organisations sont différentes dans chaque pays de l'UE.

Création au sein de l'Union Européenne du poste de Monsieur T : aucun effet réel.

Sans pouvoir, il dépend des décisions des ministres de l'Intérieur.

Le programme TFTP-SWIFT, qui est une opération des USA pour traquer le financement du terrorisme en pillant la société européenne SWFIT.

SWFIT Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication.

«...fournit la plateforme de communication exclusif, les produits et les services qui permettent à ses clients de se connecter et échanger des informations financières en toute sécurité et avec fiabilité.»

«Plus de 10.500 institutions financières et sociétés dans 215 pays nous font confiance tous les jours pour

échanger des millions de messages financiers standardisés.»

Siège à Bruxelles et back up en Hollande et en 2001, un deuxième Back up aux USA.

2006 : Révélations du New-York Times sur "The Terrorist Finance Tracking Program (TFTP)", qui est un programme gouvernemental US pour accéder aux transactions réalisées dans le monde par SWIFT. Les services US se sont branchés sur SWFIT aux USA. Cela provoqua un scandale en Europe et la Commission Européenne se saisit du dossier et désigna un envoyé spécial pour déterminer si ces interceptions étaient seulement réalisées dans le cadre de la découverte du financement du terrorisme.

Action des USA en Afrique

En partenariat avec les pays d'Afrique du Nord et ceux du Sahel les Etats-Unis ont développé depuis 2003 un projet intitulé « L'Initiative Trans Saharienne de contre-terrorisme » en Afrique en dotant cette structure de personnel des Forces Spéciales et de ressources financières pour équiper les armées des pays du Sahel pour lutter contre le terrorisme jihadiste qui s'implanterait dans cette région.

Leur projet était d'implanter un nouveau commandement militaire « Africom » dans un de ces pays, mais aucun pays en Afrique ne veut d'un tel commandement sur son territoire et donc actuellement il est installé à Stuttgart comme EUCOM.

Mais depuis la tentative des groupes jihadistes d'occuper le Mali, des bases US sont implantées au Niger à Niamey et Agadez.



Louis CAPRIOLI

Face aux défis pouvant impacter les activités de loisirs, quelles réponses ?

Suite

Coopération en Asie

Le groupe de Shanghai réunit la Chine, la Russie et les pays d'Asie Centrale pour la lutte contre le terrorisme.

Il vise à contrebalancer l'influence des USA, mais n'a pour autant aucune réelle influence dans le cadre de la lutte anti terroriste.

organiseurs d'événements sportifs comme Le Dakar ou les Tours Operators est impossible à réaliser de façon ouverte et cela pour des raisons de protection des sources ; ceux-ci ne recevront jamais les détails sur l'origine des sources, le contenu exact des renseignements collectés, voire même s'il s'agit d'une analyse

L'information du public, des entreprises : un « défi » pour les services

1 / Les sources doivent être protégées, mais jamais au détriment de la protection des hommes et des biens des nationaux de son pays ou du pays d'accueil et de tous les étrangers y séjournant, d'où la nécessité démettre régulièrement des points de situation, des alertes ou selon les anglo saxons des "Warnings"

2 / La démarche d'information et d'alerte peut être lourde de conséquences diplomatiques et économiques.

Le pays désigné comme étant à risques ou à très hauts risques peut s'émouvoir, protester et exiger des explications, car dans certains cas ces alertes peuvent affecter son économie, en particulier dans le domaine du tourisme. Ce qui est le cas actuellement.

3 / La grande difficulté de communiquer à l'extérieur des institutions officielles, c'est l'impossibilité de transmettre aux tiers directement les renseignements exacts fondant ces décisions.

Autant il est assez habituel de les transmettre aux services des pays concernés, autant l'information des

COMMENTAIRES

Pour se protéger face à tous les types de menaces (terrorisme, criminalité) le renseignement est un des outils que les Etats doivent posséder avec la volonté d'échanger dès lors que l'adversaire ne connaît pas les frontières comme le crime transnational ou le terrorisme international jihadiste qui a réussi à s'exporter dans de nombreuses régions du monde.

Tours opérateurs : quelles solutions techniques pour minimiser les risques ?

1. Évaluer le risque
2. Conduire une politique de prévention
3. Réduire les facteurs d'exposition aux risques
4. Intégrer la sûreté dans la démarche qualité
5. Valoriser la sûreté et en faire un atout commercial
6. Apprendre à gérer la crise pour en réduire l'impact
7. Appliquer les meilleures techniques de sécurisation de projets industriels majeurs appliquée aux activités touristiques
8. Nécessaire adaptation aux contraintes liées à l'activité touristique alliant discrétion et efficacité
9. Répondre à un besoin psychologique de sécurité sans « effrayer » le marché
10. Avoir une approche culturelle permettant d'intégrer un projet dans son environnement immédiat
11. Réaliser des études techniques
12. S'appuyer sur du Conseil & l'Ingénierie de la sûreté
13. Sécurisation de programmes
14. Préparer un appui à la gestion de crise. ■



Mimoun HILLALI

Comment préserver l'économie touristique des PSEM des conséquences des révoltes ?

Enseignant-chercheur depuis 1980, à l'Institut supérieur international du tourisme de Tanger, il a publié aux Presses de l'Université du Québec, un livre sur « Le tourisme international vu du Sud » puis chez l'Harmattan : « La politique du tourisme au Maroc »

Au regard de la complexité des violents événements qui ont secoué, ou qui secouent encore le sud et l'est de la Méditerranée depuis bientôt quatre ans, le titre de la présente communication : « Comment préserver l'économie touristique des PSEM des conséquences des révoltes ? » peut paraître ambitieux, voire prétentieux. Car à l'heure actuelle, l'urgence pousse plutôt à réfléchir sur la meilleure manière de parvenir à calmer les esprits, sachant qu'a priori, le tourisme s'épanouit là où règnent la stabilité politique et la justice sociale. Donc, avant de formuler une quelconque suggestion visant à pérenniser l'économie touristique des pays du sud et de l'est de la Méditerranée (PSEM), il serait utile de faire un rapide diagnostic contextuel de ces pays afin d'en cerner les principaux problèmes. De fait, une autre question nous vient à l'esprit : est-il nécessaire de préserver telle quelle une économie touristique fragile, dépendante de l'extérieure et peu rentable même en temps de paix ?

- Fragile parce qu'elle est très souvent secouée par des crises régionales (Guerres du Proche et de Moyen-Orient, guerres civiles (Algérie et Liban à la fin du siècle dernier, Libye et Syrie aujourd'hui), invasion de l'Irak, attentats à répétition, Printemps arabe..., sans parler de la persistance des conséquences néfastes de la crise financière internationale qui sévit depuis 2008.

- Dépendante car elle se nourrit presque exclusivement de l'apport d'une clientèle européenne et ne fait appel au tourisme interne qu'en cas de crise.

- Peu rentable, l'économie touristique des PSEM l'est aussi comparative-

ment à d'autres régions du monde où le tourisme enregistre des apports économiques remarquables.

voir Tableau 1

Aussi, faut-il rappeler que le développement du tourisme dans la majorité des PSEM est fondé sur une exploitation abusive de l'environnement naturel (foncier, littoral, eau) et socioculturel (sites archéologiques et monuments historiques). De plus, le tourisme tend à se développer au détriment des productions autrefois intégrées et fiables (agriculture vivrière) et à occuper les meilleurs sites et les milieux marins connus jadis pour leurs activités traditionnelles appropriées (pêche artisanale). Les écologistes diraient aujourd'hui « respectueuses de l'environnement ». À cela s'ajoute, le problème de la saisonnalité aiguë, surtout dans les pays qui ne disposent pas de stations d'hiver et où le tourisme est essentiellement axé sur le balnéaire. Il faut noter que le lancement des premières stations créées ex-nihilo au début de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle est le résultat de simples conseils d'une expertise internationale de tendance libérale.

Autrement dit, n'a-t-on pas exagéré l'importance de l'effet multiplicateur du tourisme vu ses résultats socio-économiques (croissance, recettes, emplois) durant un demi-siècle de promotion et de soutien étatiques ? Comme preuve, nous évoquons l'abandon subit de l'idée en vogue à la fin des années 1960, qui faisait du tourisme le moteur de développement (cf. Banque Mondiale). Une idée doctrinale remplacée récemment (années 1990) par une autre, plus terre à terre, et qui attribue au tourisme un rôle simple : celui de

lutte contre la pauvreté (cf. OMT).

Au plan sociopolitique, il paraît que le tourisme a joué, du temps de la guerre froide, le rôle de porte drapeau du libéralisme doublé d'un médiateur chargé de veiller sur l'image de marque des pays touristiques du Sud et partant sur celle de leurs régimes. À la longue, ce secteur à facettes multiples a fini par sécréter une espèce d'écran de fumée qui voile, du moins pour les naïfs, les dépassements des régimes forts et les épreuves endurées par les peuples. Présentement, cet embrun idéologique est balayé par les vents qui ont soufflé sur la région lors du Printemps arabe, révélant au passage la face cachée des « démocraties » de façade...

Aujourd'hui, on peut approuver ou désapprouver les conséquences des révoltes de 2011, mais force est de constater que ce « Printemps tempétueux » a eu au moins un résultat positif immédiat : il a révélé l'hégémonie des régimes déchus. Cette révélation, qui n'en est pas une pour l'observateur averti, a dévoilé le double jeu des grandes puissances dites démocratiques et en même temps la dualité de leurs discours et pratiques. Ces puissances qui se vantent de leur défense des droits de l'Homme ont tissé des relations solides, voire des amitiés, avec les dictatures du Sud au nom d'une modération qui ne dit pas son nom ! D'un autre côté, le tourisme des PSEM, qui vient de traverser et qui traverse encore dans certaines contrées de sérieuses turbulences, entraînant des crises sociales et économiques graves, fait preuve d'une résilience admirable : il arrive bon gré mal gré à survivre, sauf dans les pays gangrénés par la guerre civile (Libye et Syrie). Alors que la nature et l'intensité des

crises diffèrent d'un pays à l'autre, voire d'une région à l'autre à l'intérieur d'un même pays, ces secousses ont prouvé le poids du tourisme dans l'économie des PSEM (cf. mono-produit) et indirectement sa faible diversification.

Aussi, faut-il rappeler la gravité de la situation touristique dans les PSEM, notamment dans les pays où les révoltes ont causé la chute des régimes inamovibles (Tunisie, Égypte) ou des Etats ayant subi des dommages collatéraux directs (cas du Liban). Les plus importantes pertes en termes d'arrivées sont enregistrées dans ces pays en 2011, sans parler de la Libye et de la Syrie laminées par des guerres civiles abominables et qui ont fini par disparaître des écrans des statistiques de l'OMT. D'autres pays ont su ou pu traverser cette « tempête printanière » avec des dégâts moindres, enregistrant des baisses ou des augmentations légères (Algérie, Israël, Palestine). Les plus chanceux ont plus ou moins profité du trébuchement des premiers cas et affichent une modeste et constante amélioration (cas du Maroc). Dans ce marasme touristique, la Turquie est le seul pays qui a bien su et pu bénéficier des difficultés des autres pays de la région.

voir Tableau 2

Les données figurant sur ce tableau confirment le rôle primordial de la paix, en général, et de l'apaisement social, en particulier, dans la bonne tenue du tourisme dans un pays ou dans une région. Et s'il fallait ajouter que la qualité de l'économie d'un pays influe sur celle du tourisme, on peut dire que ce dernier n'a pas brillé dans les PSEM, malgré l'optimisme de certaines



Mimoun HILLALI

Comment préserver l'économie touristique des PSEM des conséquences des révoltes ?

Suite

études. Évidemment, le rôle du potentiel naturel et culturel dans le développement du tourisme n'est plus à démontrer. Toutefois, ce constat demande à être relativisé car il soulève une autre remarque : le succès relatif du tourisme dans les pays arabo-méditerranéens est conditionné par un facteur à double tranchant : la stabilité politique. Car il s'agit, dans la majorité des cas, d'une stabilité imposée ou forcée, œuvre sans conteste des régimes absolus ou forts. Autrement dit, des régimes qui veillent sur la sécurité et le bien-être des touristes pourvoyeurs de devises, le plus souvent au détriment des attentes de la grande majorité des nationaux.

Aujourd'hui, les révolutions et contre-révolutions ont sécrété des situations variables allant de dramatiques (Syrie et Libye) à prometteuses (Tunisie), sans parler des cas où l'avenir demeure incertain (Égypte). Cette nouvelle donne a brouillé les cartes et rend difficiles les pronostics pour l'avenir de toute la région. Cependant, l'émergence de trois types de pays touristiques : les perdants, les « épargnés » et les gagnants permet d'espérer que le bon sens l'emporte sur les folies meurtrières du moment.

- Les pays perdants : il s'agit des Etats gangrenés par les violences après la chute des régimes au pouvoir depuis des décennies et qui ont débouché sur la guerre civile (Libye et Syrie) ;

- Les pays épargnés : ayant senti le vent tourner, ils ont su devancer les événements, appelant à des réformes alléchantes, quitte à renier leurs engagements une fois la vague des contestations essoufflée (Maroc, Algérie, Palestine) ;

- Les pays gagnants : à vrai dire il n'y a qu'un seul vrai bénéficiaire face aux

révoltes arabes, c'est la Turquie. Naguère laïcs, les héritiers de l'empire ottoman ont porté tôt au pouvoir un parti islamique par la voie des urnes à une période où, dans le reste des PSEM, excepté Israël, les partis religieux ont subi la foudre des militaires ou l'injustice des fraudes électorales.

voir Tableau 3

Dès lors, comment peut-on prétendre pérenniser l'économie touristique des PSEM dans un climat de tensions, d'anarchie ou de violence sans recourir au grand écart du passé ?

Grand dilemme !

La seule réponse qui vient instantanément à l'esprit est : démocratiser les systèmes politiques des PSEM. Une réponse apprêtée qui relève du lieu commun. Car le problème est de savoir comment ! Certains experts en géopolitique, même si dans ce domaine l'expertise a souffert de la prolifération des fatwas politiques et a perdu de son aura d'antan, pensent que la transition vers la démocratie a besoin de l'aide et de l'assistance des pays occidentaux. Or, comme nous venons de le signaler plus haut, le Printemps arabe a révélé que bon nombre de ces puissances sont démocratiques uniquement à l'intérieur de leurs frontières ; mais pour la défense de leurs intérêts économiques ou stratégiques extraterritoriaux, ils n'hésitent pas à être hégémoniques et parfois même à être envahissants (cf. la guerre d'Irak en 2003). L'idée du « Grand Moyen-Orient », imaginée par les Etats-Unis, laisse penser que certains Etats anglo-saxons pensent détenir la « marque déposée » de la démocratie universelle et se croient en mesure d'avoir un droit de regard sur

cette région en effervescence !

Pourtant, ces grandes démocraties ont soutenu politiquement ou aidé financièrement les dictatures arabes qualifiées pompeusement de régimes en transition démocratique. Ce dualisme, qui relève du deux poids, deux mesures, a discrédité les grandes puissances aux yeux des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et, au-delà de cette région, du monde islamique (cf. la gestion de l'éternel conflit du Proche-Orient). Pire, toute intervention de l'Occident dans les affaires internes des pays arabo-musulmans est susceptible d'être taxée de complot, serait-ce une aide consistante et désintéressée.

De nos jours, les conséquences des politiques centralisées et des planifications parachutées continuent à produire des effets néfastes, prouvant que la situation est loin d'être brillante, contrairement à ce que rapportent certains médias, pour les raisons suivantes :

- 1- La planification se fait au détriment des collectivités locales (parachutage des décisions) ;
- 2- La main-d'œuvre est bon marché (salaires bas et absence de sécurité sociale) ;
- 3- Les établissements de haut standing sont aux mains des multinationales ou gérés par celles-ci ;
- 4- La majorité des recettes des PSEM retourne dans les pays du Nord (50 % environ) ;
- 5- Le tourisme engendre des frustrations profondes : les nordistes voyagent et les sudistes pas.
- 6- Les recettes des pays de la rive sud sont faibles par rapport au reste de la Méditerranée.

voir Tableau 4

En guise de conclusion, nous dirons que la pérennité et la rentabilité du tourisme des PSEM passent par l'émergence d'une démocratie authentique, d'une gouvernance éthique et d'une économie équilibrée. En d'autres termes, le développement de ces trois facteurs ne sauraient être initiés de l'extérieur ni planifiés de l'étranger. Mais d'un autre côté, et dans le contexte actuel des PSEM, les démocrates sont minoritaires, même s'ils commencent à bénéficier de la chute des régimes autocratiques et de l'échec de ceux des théocrates (cf. la Tunisie). Toutefois, le Printemps arabe, malgré ses difficultés ou ses revers, a ouvert une brèche dans la tradition immuable des régimes sans partage en indiquant aux générations montantes la voie à suivre. C'est là une manière détournée de dire que le Printemps arabe ne s'est pas essouffé mais il a juste marqué une pause dans l'attente de la deuxième mi-temps.

Enfin, faut-il le rappeler, toutes les révolutions ont un prix.





Mimoun HILLALI

Comment préserver l'économie touristique des PSEM des conséquences des révoltes ?

Suite

Tableau 2 >

Arrivées (en millions) et recettes (en milliards de \$US) dans les PSEM en 2010-2011

Source : Faits saillants, OMT 2012

Pays	Arrivées		Variation 2011/2010	Recettes		Variation 2011/2010
	2010	2011		2010	2011	
Algérie	2 070	2 395	+ 325	219	209	- 10
Égypte	14 051	9 497	- 4 654	12 528	8 707	- 4 811
Liban	2 168	1 655	- 513	8 064	6 871	- 1 193
Maroc	9 288	9 342	+ 54	6 703	7 281	+ 578
Libye	-	-	-	-	-	-
Palestine	522	449	-73	667	795	+ 128
Syrie	8 548	5 070	- 3 478	6 190	-	-
Tunisie	6 902	4 785	- 2 017	2 645	1 914	- 731
Turquie	31 364	34 654	+ 3 290	22 585	25 054	+ 2 469

Tableau 1 >

Recette par arrivée
et par région touristique
en 2011

Source : META 2012

Régions touristiques	Recette/arrivée en €
Asie Pacifique	956,88
Europe du Nord	822,53
Monde	753,40
Europe occidentale	724,48
Amériques	718,39
Europe Sud Med	697,73
Méditerranée	620,80
Afrique totale	468,35
Europe centrale	389,35

Tableau 3 >

Les arrivées de touristes internationaux
en Méditerranée
de 2010 à 2013

Source : Faits saillants, OMT 2012

Pays	2010	2011	2012	2013
Turquie	31 364	34 364	35 698	37 785
Syrie	8 546	5 546	-	-
Liban	2 168	1 665	1 366	1 274
Israël	2 803	2 820	2 886	2 962
Palestine	5 22	449	490	545
Chypre	2 173	2 393	2 465	2 405
Libye	-	-	-	-
Tunisie	6 902	4 785	5 950	6 269
Algérie	2 070	2 395	2 634	2 733
Maroc	9 288	9 242	9 238	10 329

Tableau 4 >
Estimation des recettes
par arrivée en €
en 2011

Source : META 2012

Région ou zone	Recette/arrivée
Méditerranée Nord	638 €
Méditerranée Est	638 €
Pays des Balkans	596 €
Méditerranée Sud	499 €



Henry MARTY-GAUQUIÉ

Une économie instable et fragile.

Directeur, liaison avec les organisations Internationales non communautaires et du Bureau de représentation de la BEI à Paris.

Membre du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN.

1. Les révolutions arabes ont été lancées par la jeunesse ; le processus de transition a privilégié le politique sur l'économique

Les révolutions arabes ont rouvert le jeu et lancé une dynamique historique dont nous mesurons mal l'ampleur.

Ce sont les **sociétés civiles** qui ont imposé aux institutions une prise de conscience et un bouleversement majeur.

Au Sud, avec les changements constitutionnels en cours, les révolutions arabes ébauchent de nouvelles règles du fonctionnement de leurs sociétés. Ces processus se sont poursuivis différemment dans chaque pays, selon les spécificités et le calendrier de chacun ; mais ils ont pour trait commun d'avoir **privilégié le processus politique** sur les choix socio-économiques.

La cause de ce primat du politique est sans doute dans le fait que ce sont les **jeunes** qui ont été les catalyseurs du mouvement démocratique, et que leurs aspirations (en prise avec les moyens modernes de communication) se sont heurtées à celles de catégories sociales plus conservatrices ou moins internationalisées.

De fait, au cœur de ces processus de transition, deux types de forces s'opposent : d'un côté de **puissantes forces de mouvement** – la jeunesse, les milieux défavorisés, les partis en révolte contre l'Etat. De l'autre, de **considérables forces d'ordre** – l'armée, les bénéficiaires de rentes et la population rurale. Au milieu, les classes moyennes sont partagées et, suivant le consensus du moment, elles peuvent s'enflammer pour le changement, ou appeler à la pause.

Aucune de ces sociétés n'a encore

complètement tranché les questions du nouveau modèle économique et social, ni celles des relations internationales (notamment avec l'Europe) qu'il conviendrait de mettre en place pour accompagner les transitions politiques.

2. Les révolutions arabes vont changer la donne de la relation Europe-Méditerranée

Quel que soit l'avenir de ces révolutions, elles constituent pour nous tous, Méditerranéens de la rive sud et de la rive nord, une chance historique de reprendre et de construire, face aux conservatismes nationaux (du Nord, comme du Sud), un élan et une réflexion commune, dans un dialogue renouvelé.

Si la transition politique aboutit à une **nouvelle organisation économique**, plus juste, plus équilibrée et plus inclusive, alors la nature de la relation Europe-Méditerranée sera profondément modifiée. Les Européens doivent prendre leur part de cette évolution majeure.

Un **nouveau paradigme de développement** se mettra en place : au lieu d'une complémentarité de pays inégaux cherchant à attirer les investissements des uns pour faire travailler les populations des autres avec de fortes inégalités sociales, nous verrons apparaître une logique de valeur ajoutée humaine en investissant dans la jeunesse méditerranéenne pour qu'ensemble soit relevé le défi de la mondialisation.

Ce modèle connaît déjà quelques illustrations ; ce sont les projets que nos politiques se plaisent à qualifier de « colocalisations » comme Renault à Tanger, Safran à Casablanca,

Bombardier à Tunis. Mais ces cas sont rares ; c'est leur succès qu'il faudrait généraliser pour développer une relation plus équilibrée, plus féconde pour les deux parties.

Cette évolution sera un **travail de longue haleine**, car il s'agit à la fois de hisser vers le haut la strate des PME du Sud pour qu'elles deviennent « euro-compatibles », tout en répondant à l'immense désir des populations en transition pour plus d'emploi et une meilleure qualité de vie (soit 300 Mrds d'investissements dans des infrastructures d'utilité collective à réaliser dans les 20 années à venir).

3. Pourtant, l'Europe n'est pas un élément essentiel du processus de transition

Les modalités de la transition sont à la fois étonnamment nationales et soumises aux aléas d'affrontements régionaux ou religieux qui dépassent le bassin méditerranéen.

Les précipités nationaux peuvent être très différents selon les pays, en réaction à plusieurs critères, dont l'Europe n'est que le quatrième :

- En 1^{er} est naturellement la **situation sécuritaire** : le phénomène est particulièrement visible en Egypte (où la perception de l'enjeu sécuritaire, plus que la faillite économique a conduit au renversement de Morsi par les militaires), mais aussi au Liban (élections reportées à fin novembre 2014, absence de gouvernement) et en Jordanie (pas d'agenda démocratique).
- En 2^{ème} est la force de la **notion de l'Etat** (nation) dans la culture du pays, force qui est extrêmement variable dans la région.
- En 3^{ème} est le développement de **conflits subrégionaux** et la respon-

sabilité que prend la communauté internationale d'interférer ou non, pacifiquement ou non ; ainsi au Mashrek, le conflit israélo-palestinien reste cardinal, tandis que la situation en Syrie/Irak ne cesse d'essaimer des métastases sur tous ses voisins (Jordanie et Liban en particulier) ; dans cette région, les influences américaines et du Golfe (et l'ambiguïté des politiques respectives) restent déterminantes.

• En 4^{ème} est l'Europe : elle continue de jouer un rôle économique très fort, mais le **leadership régional européen s'est considérablement émoussé** : l'objectif d'intégration s'est érodé dans les opinions du Sud (priorité à la transition politique et à la remise en marche de l'économie), comme du Nord (repli sur soi des Etats, crise morale, priorité à la reconstitution économique).

Ainsi, si la recherche d'une relation privilégiée avec l'Union européenne est bien encore un objectif déterminant, cette relation privilégiée est conçue dans une perspective bilatérale comme le montrent le statut de « partenariat privilégié » qu'a obtenu le Maroc (et bientôt, la Tunisie), la valorisation économique de sa qualité de « pays candidat » par la Turquie, l'approfondissement des relations UE-Israël sur des thèmes de coopération non-méditerranéens, etc.

En l'état actuel de la région, il n'y a donc guère qu'au Maghreb (ou avec la Turquie) que l'Europe conserve une responsabilité particulière en raison du degré d'interdépendance économique, culturel et politique ; mais cette relation particulière ne s'exprime pas au regard d'objectifs régionaux ni même sub-régionaux ; pourtant, tôt ou tard, l'Europe



Henry MARTY-GAUQUIÉ
Une économie instable et fragile.

Suite

devra comprendre que son histoire est autant au Sud qu'à l'Est et que son avenir doit embrasser la Méditerranée.

4. Entendre les attentes de la société civile

La jeunesse (et la société civile organisée, dont les chefs d'entreprises) se sont soulevées contre 1 sentiment, et 3 iniquités.

- Un sentiment de **spoliation économique** et politique (par un capitalisme prédateur en connivence avec une élite politique déconnectée du réel) ;
- Une iniquité **générationnelle** : le chômage des jeunes et la faible participation des femmes ;
- Une iniquité **territoriale** : le sous-développement de certains territoires (Sidi Bouzid) et sa conséquence : l'accumulation de pauvreté dans la périphérie des villes
- Une iniquité **économique** : la dégradation des conditions de vie d'une majorité de la population, vulnérable à l'évolution des matières premières en l'absence de politiques structurelles.

En réponse au « printemps arabe » la BEI-FEMIP*, premier financeur de l'aide au développement économique dans la région, a placé ses priorités au service des aspirations exprimées par les sociétés civiles arabes :

- l'emploi**, particulièrement celui des jeunes, donc l'appui aux **PME** ;
- le rattrapage du **déficit en infrastructures** dans les provinces ;
- la préparation d'une économie plus moderne par l'enrichissement

* La BEI est l'institution financière de l'Union européenne ; sa raison d'être est d'appuyer, par des moyens financiers, la réalisation de projets qui incarnent les objectifs socio-économiques de l'Union. La FEMIP est l'instrument spécialisé de la BEI pour le financement du développement de 9 pays partenaires méditerranéens : Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Jordanie, Syrie, Palestine, Liban et Israël.

du **contenu technologique des emplois**.

En cette période post révolutionnaire, plus encore que les prêts, il nous est apparu absolument nécessaire d'accroître les **conseils aux nouveaux gouvernements**, tant pour la mise en place de projets, que pour la modernisation des leviers économiques.

Nous avons ainsi apporté notre soutien technique à la modernisation des systèmes agricoles au Maroc (dans le cadre du Plan « Maroc vert »), à l'amélioration de la gestion des eaux dans sept gouvernorats tunisiens, à l'accompagnement d'un projet d'usine de dessalement d'eau de mer à Gaza, et à la faisabilité d'une plateforme boursière régionale pour les PME.

Parallèlement, nous accélérons la modernisation des politiques publiques avec les autres acteurs du développement dans le cadre du Centre pour l'intégration en Méditerranée, basé à Marseille** ; dans ce cadre, la BEI conduit les actions relatives à **l'aménagement urbain**, au passage au **mode concessif et au PPP**, et au financement de l'innovation réalisée par les universités et les entreprises.

5. Etayer la mise en œuvre de politiques structurelles de développement économique

A moyen terme, l'objectif est celui de la mise en place de politiques structurelles capables d'infléchir dans un sens plus équitable les composantes de la nouvelle économie ; un exercice nécessairement long, lui-même tributaire des évolutions politiques et administratives de chaque pays.

**Le CMI a été fondé en 2009 par la BEI et la Banque mondiale, avec l'appui de la France, du Maroc, de la Tunisie, de l'Egypte, du Liban et de la Jordanie. Voir : www.cmi-marseille.org

Aussi, le rythme des prêts, pour lesquels il faut des projets à maturation longue et la mise en place d'une gouvernance crédible, a-t-il été variable suivant chaque pays ; ce qu'il faut retenir c'est la continuité de la mobilisation de la FEMIP : au cours de ces 3 années, nous avons identifié et **approuvé plus de 5 milliards** de nouveaux financements et continué à déboursier en moyenne 1 milliard d'€ chaque année. Voir graphique

Très logiquement, on retrouve au niveau des prêts les mêmes priorités que celles identifiées pour l'assistance technique à projet ou à politiques publiques. Quelques exemples : pour améliorer **les conditions de vies des populations**, nous avons financé des programmes de logements sociaux et de réhabilitation urbaine en Egypte et Tunisie, participé à l'ambitieux programme de dépollution du lac de Bizerte, apporté 57 millions d'€ pour l'amélioration de la distribution d'eau potable et du traitement des eaux usées d'une population de 15 millions d'habitants en Haute Egypte, etc.

L'accès plus sûr à l'énergie durable est également une priorité, car le sous-équipement en la matière pèse lourd sur le potentiel de croissance et d'adaptation au changement climatique des économies du sud-méditerranéen.

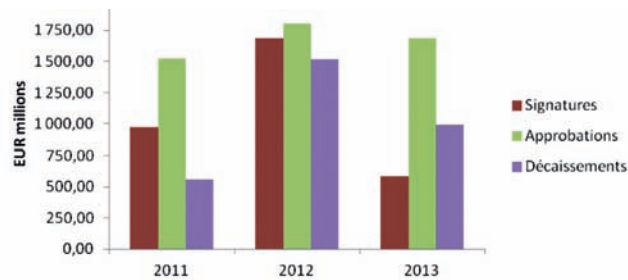
Nous avons ainsi soutenu la centrale solaire à Ouarzazate dans le sud marocain***, mais aussi le champ éolien de Tafila en Jordanie, ainsi que les centrales modernes à gaz de Sousse en Tunisie et de Gizeh en Egypte.

Pour aller plus loin que les emplois créés par les projets d'investissement, nous avons aussi développé la **microfinance** au Liban, en Palestine, en Tunisie et au Maroc ; de même, nous appuyons **l'accès des PME au financement** soit par l'apport de fonds propres via des fonds d'investissement spécialisés, soit par le refinancement des banques locales (en Egypte, au Liban, en Tunisie et au Maroc). A ce jour, la BEI-Femip reste encore le premier apporteur de capitaux propres aux PME dans les fonds de capital-risque de la région et de lignes de crédit au système bancaire. Ainsi la première des urgences est sans doute la stabilisation des conflits du Moyen-Orient.

Mais au-delà, il faut doré et déjà penser à un retour d'une vision régionale, faite de conditionnalités positives et de gouvernance partagée ; pour une devenir commun accompagnant une entrée réussie de la région dans la mondialisation. ■

*** La Bei a été le chef de file des financements européens de cet investissement, à hauteur de 330 millions d'€.

Evolution des activités de la FEMIP depuis le « printemps arabe ».





Michel OLIVIER

État de l'industrie du tourisme en Méditerranée après les révoltes arabes.

Entrepreneur dans le secteur du tourisme, co-fondateur et directeur d'Intermèdes, premier voyageur culturel français. Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, Docteur en philosophie. Chargé de cours à l'Université Paris Ouest Nanterre.

POIDS SYMBOLIQUE DU TOURISME

- On connaît le poids du tourisme en Méditerranée

- Poids économique, poids politique, poids symbolique

- Vu de France, mais aussi d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne, la Méditerranée, en particulier Sud et Est représente :

- Bien sûr du soleil et de l'accueil à prix raisonnable mais pas seulement

- Cela représente aussi notre origine culturelle (sites antiques)

- Et notre altérité culturelle

- Le tourisme en Méditerranée représente une sorte d'indicateur quantifié des relations méditerranéennes non pas géo-stratégiquement analysées mais vécues par la population, c'est-à-dire fantasmées par l'opinion.

- Or le tourisme dans cette région est dans un marasme épouvantable. Les chiffres s'effondrent, même si certains pays émetteurs sont moins sensibles que les voyageurs français.

- Nous pourrions analyser les conséquences locales dans les pays de destination sur des enjeux économiques très lourds (7 % du PIB en Tunisie ou au Maroc, environ un demi million d'emplois, 12 % du PIB en Égypte, 2,3 M emplois).

- Mais ce ne serait qu'une série de chiffres alarmants sans compréhension ni action à la clé.

- Mon propos : analyser le problème à sa source, ie l'évolution des comportements des voyageurs issus des pays « émetteurs » (France) face à la complexité méditerranéenne depuis 2011.

- Tenter de comprendre, en particulier comprendre les enjeux symboliques sous-jacents

- Proposer d'agir

UN CONTEXTE DRAMATIQUE

- Pour tenter de comprendre, il est nécessaire d'analyser finement plusieurs pays sur plusieurs années

- A partir de chiffres globaux on ne peut dire que : cela baisse. La région est en crise.

- Mais ce constat n'est que notre point de départ.

- Pour comprendre ce qui se passe actuellement je vous propose plutôt de regarder des évolutions relatives de chiffres (issus du SETO) d'activité provenant des voyageurs français à destination de plusieurs pays du sud (les voyageurs russes et anglais sont un peu moins sensibles à cette conjoncture).

- Trois pays n'ayant connu aucun événement majeur susceptible d'affecter le tourisme, mais ayant une proximité culturelle avec les pays directement concernés

- Le Maroc

- La Jordanie, pays politiquement peut être plus fragile et géographiquement plus proche des événements

- La Turquie, pays considéré comme très stable et culturellement plus éloigné des pays directement concernés

- Trois pays ayant subi des événements susceptibles d'affecter le tourisme

- La Syrie, cas extrême

- L'Égypte, une succession d'événements

- La Tunisie, une succession d'événements mais de nature différente

- Deux pays servant de point de calage

- La Grèce

- Israël, pays suivant un agenda totalement déconnecté de l'actualité dont on parle, mais à la sécurité fragile

- Sur les flux de voyageurs organisés

(afin d'éviter les voyageurs familiaux ou « affinitaires »)

- Les chiffres de 2014 ne couvrent l'année que jusqu'à septembre et donc ne prennent pas en compte les tous récents événements liés à Daech, qui seront regardés spécifiquement.

PREMIERS ÉLÉMENTS CHIFFRÉS

un cas radical, deux points de calage

- La Syrie : scénario radical. Petit flux de tourisme culturel (5 K) devenant brutalement nul.

- Scénario tellement radical que peu d'enseignement peut en être tiré.

- Nous ne pouvons qu'espérer que la violence extrême cesse

- L'absence totale de tourisme depuis mi 2011 n'est qu'une évidence malheureuse

- La Grèce : flux d'environ 140 K.

- En 2011 : +18 % par effet de report des destinations arabes.

- En 2012 et 2013 : craintes de déstabilisation économique : -32 % puis -18 %

- En 2014 : + 32%. Neutralisation du passé.

- Prototype du comportement prudent-rationnel : reflux devant un risque puis retour.

- Israël : petit flux (6K) mais qualitativement comparable à la Grèce :

- -11 % en 2011 et -60 % en 2012

- Puis attente en 2013 (0%)

- et début de neutralisation en 2014 : +41 % (opération à Gaza en juillet)

- Comportement « prudent-rationnel » : fort recul de crainte de déstabilisation régionale, puis début de retour malgré une actualité locale dramatique, lorsque la situation régionale devient (un peu) compréhensible.

CHIFFRES DE PAYS N'AYANT CONNU AUCUN ÉVÉNEMENT POLITIQUE FORT

- La Turquie : (flux de l'ordre de 250 K) un scénario hésitant – qui augmente en 2011 (effet report, comme en Grèce) : +21 %, – puis -20 % en 2012, stable en 2013 et

- encore -10 % en 2014.

- Le Maroc : (flux de l'ordre de 400 K) chute douce mais régulière

- -15 % en 2011 (pas de report),

- -12 % en 2012,

- puis -1 % et -4 % en 2013 et 2014

- Jordanie : (flux de l'ordre de 25 K) chute violente de l'activité

- -50 % en 2011, en 2012 et en 2013.

- +26 % en 2014, mais sur des volumes devenus marginaux

- Scénarios hétérogènes dont l'interprétation semble délicate

- La Turquie a bénéficié d'un effet report puis, dans un second temps, a été durablement assimilée à l'ensemble régional déstabilisé

- Le Maroc a été d'entrée de jeu « un peu » assimilé à l'ensemble régional déstabilisé (les chiffres sont mauvais mais pas dramatiques) et le demeure.

- La Jordanie a été totalement et dramatiquement assimilée à l'ensemble régionale.

- Peut-on encore appeler cela du comportement prudent-rationnel ?



Michel OLIVIER

État de l'industrie du tourisme en Méditerranée après les révoltes arabes.

Suite

DONNÉES CHIFFRÉES

SUR

L'ÉGYPTÉ ET LA TUNISIE

- L'Égypte : l'activité connaît une chute immédiate sur une partie de 2011
 - Chute totale sur une partie de la saison seulement (février-été)
 - puis reprise presque normale sur l'automne 2011
 - Puis rechute lourde et continue (-36 % en 2012 et -54 % en 2013)
 - Suivi de -70 % encore en 2014 alors qu'une certaine stabilité politique du pays semble assurée.
- La Tunisie : l'activité chute moins violemment et reprend plus vite pour ensuite retomber :
 - -40 % en 2011,
 - +11 % en 2012,
 - -30 % en 2013 puis -17 % en 2014.
- Interprétation :
 - Ces deux pays connaissent la même évolution mais avec des proportions et un calendrier un peu différent
 - Dans les deux pays, chute totale puis reprise très rapide puis rechute qui ne s'arrête plus.
 - Peut-on là encore comprendre cela comme une attitude prudente-rationnelle ?

INTERPRÉTATIONS 2011-2013

- Les révolutions ont d'abord suscité un authentique enthousiasme auprès du public français.
- Peu importe si la révolution d'un peuple plein d'esprit, que nous avons vu s'effectuer de nos jours, réussit ou échoue, peu importe si elle accumule misère et atrocités au point qu'un homme sensé qui la referait avec l'espoir de la mener à bien, ne se résoudrait jamais néanmoins à tenter l'expérience à ce prix, cette révolution, dis-je, trouve quand même dans les

esprits de tous les spectateurs (qui ne sont pas eux-mêmes engagés dans ce jeu) une sympathie d'aspiration qui frise l'enthousiasme et dont la manifestation même comporterait un danger : cette sympathie par conséquent ne peut avoir d'autre cause qu'une disposition morale du genre humain

– (Le conflit des facultés in La philosophie de l'histoire, Kant)

- En 2011 et début 2012, à l'exception de la Libye dont l'instabilité potentielle était notoire, et de la Syrie, dont la pluralité divergente ne laissait pas espérer une stabilité rapide, le public français était prêt à se précipiter en Égypte et en Tunisie pour respirer l'enthousiasme de l'histoire en train de se faire.

Cela se manifeste dans les chiffres :

- La fin de l'année 2011 et l'année 2012 en Tunisie sont positives en tendance
- La fin de l'année 2011 était correcte en Égypte
- Le Maroc ne souffre qu'un peu, la Turquie commence par bénéficier de reports
- Les événements sont compris comme des événements politiques nationaux à suivre avec prudence mais enthousiasme.
- Seule la Jordanie voit son activité s'effondrer, comme en attente de son changement de régime.
- Autrement dit : nous étions d'abord dans l'attente prudente mais enthousiaste de la stabilisation démocratique.
- Avec des sortes de paris sur l'avenir pour les pays non impactés : Le Maroc « devrait » être stable, la Jordanie « devrait » basculer
- L'année 2013 peut encore être comprise ainsi :
- La forte chute qui se poursuit en

Tunisie et en Égypte acte que la stabilisation passe par une période de luttes internes (Présidence Morsi : juin 2012 - juillet 2013)

- La Turquie voit ses chiffres se stabiliser en 2013, le Maroc aussi
- Seule la Jordanie poursuit l'effondrement, comme encore en attente de la chute de son régime
- Nous sommes donc encore, sur la période 2011 - 2013 il me semble, dans l'attitude prudente-rationnelle
- Avec un vif désir de retour, visible dès fin 2011 et début 2012
- Attentiste tant que la situation est comprise comme instable : rapports de forces dont l'issue est incertaine dans chaque pays concerné (Égypte, Tunisie)
- Avec certains paris sur chaque pays non directement concerné : Maroc et Turquie stables, Jordanie fantasmée instable

VIRAGE DE 2014

- Mais en 2014 la perception et l'attitude du public semble changer, avant même la notoriété de DAECH
- L'Égypte politiquement stabilisée en 2014 poursuit pourtant une chute violente d'activité (-70 % en 2014)
- La Turquie non seulement ne bénéficie plus de reports mais recommence à perdre du volume (-10 % en 2014)
- La Tunisie semble voir ses volumes continuer à chuter indépendamment de la réalité de sa situation politique (-17 % en 2014)
- La Jordanie n'en finit pas de ne connaître aucun événement inquiétant visible mais reste avec -85 % de voyageurs par rapport à 2010
- Le Maroc devrait remonter à ses niveaux de 2010 mais ne remonte pas, et continue même une chute

en pente douce

– Et pendant ce temps Israël (et bien sûr la Grèce) repartent à la hausse avec +41 % en 2014 en Israël, +32 % en Grèce.

- Pour la première fois en 2014, les décisions des voyageurs ne semblent plus résulter d'une analyse politique locale « prudente-rationnelle »

– Nous sommes passés d'une situation de sympathie enthousiaste ponctuée d'analyse politique locale et prudente pour éviter les risques objectifs

– ... A une perception où le risque ne semble plus politique et national mais disséminé et non analysable.

- La question n'est plus : le gouvernement est-il solide (question politique) ?
- Elle n'a évidemment jamais été : est-il légitime (question éthique) ?
- Elle semble devenir une question confuse et globalisée : sommes-nous les bienvenus dans la région (question culturelle) ?

– La chute en 2014 semble mesurer la proportion de réponses négatives à cette question

- L'été 2014, nous étions, il me semble, sur une crête qui hésitait entre les deux attitudes, prudente-rationnelle ou globalisante-confuse.

● DAECH intervient précisément dans cette phrase instable de la perception du public.



Michel OLIVIER

État de l'industrie du tourisme en Méditerranée après les révoltes arabes.

Suite

DANS CE CONTEXTE : DAECH

TRAITEMENT GLOBALISANT PAR LA PRESSE, QUI RENFORCE LA QUESTION CULTURELLE CONFUSE AU DÉTRIMENT DE LA QUESTION POLITIQUE RATIONNELLE
cartes Les Echos, «Menaces de l'EL : la liste des 40 pays à risques»



LA CARTE DU MAE EST BIEN PLUS NUANCÉE

La presse a capté (ou bien a elle-même été prise dans) l'attitude culturelle confuse et globalisante



LES CONSÉQUENCES

CHIFFRÉES

DE CETTE NOUVELLE ÉTAPE

NE SONT PAS ENCORE

QUANTIFIABLES

- La ministre du tourisme tunisienne parle de 30 % d'annulation, sur une année qui était avant cela à -17 % suivant une année 2013 à -32 %
- Le SETO parle de 15 à 50 % d'annulation (cela s'ajoute à la baisse tendancielle) sur l'ensemble de l'Afrique du Nord
- -22 % au Maroc sur septembre -14 % en Turquie, alors que la dégradation n'a impacté que fin septembre
- Cas symbolique d'une personne annulant son voyage en Australie en raison d'un stop aérien à Dubaï qui est en vert sur la carte du MAE.
- Propos de dirigeant de voyagistes : « nous ne vendons plus rien sur le Maroc. C'est du jamais vu » (VdM)
- Propos du Seto : « 20 à 50 % d'annulation sur les pays concernés. Un marché absolument plombé. Très préoccupant ».
- L'explication avancée : l'assassinat d'Hervé Gourdel.
- Cette explication me semble partielle. Ce n'est pas suite à l'assassinat que les annulations ont eu lieu. Mais un peu plus tard, suite à la diffusion des cartes fantaisistes par la presse suite à une communication manquant de nuance de la part du quai d'Orsay.
- Cette affaire de lutte contre DAECH, sa communication concernant les voyageurs, semblent cristalliser (coaguler) une perception née en 2014
- Le problème ne serait plus politique mais culturel, plus national mais régional.
- Ce virage de perception me semble une authentique menace

– Sur le tourisme, mais aussi sur ce qu'il représente, la perception par la population de la Méditerranée : patrimoine commun ou frontière sécuritaire.

MAIS

ELLES SONT QUALITATIVEMENT TRÈS CLAIRES. QUE FAIRE ?

- L'Egypte et la Jordanie aurait pu redémarrer à l'automne 2014.
- La Tunisie aurait sans doute suivi
- Il fallait pousser du bon côté de la crête, vers l'attitude prudente-rationnelle, plutôt que vers l'attitude globalisante-confuse.
- Mais l'extrême prudence recommandée aux français suite à l'opération contre DAECH, avec des cartes produites par la presse, visuellement fausses, va avoir un effet désastreux.
- C'est l'absence de nuance, la globalisation régionale et culturelle du problème qui est désastreuse, bien au-delà des chiffres économiques du tourisme, qui s'accroissent encore en 2014.
- Que faire ?
- Ne rien déprogrammer
- Les promotions sont inutiles et contribuent à endommager la destination
- Les choses se jouent dans la presse et au MAE, via des actions de RP et de lobbying
- Il faut lutter par tous les moyens contre ce glissement de la perception publique, glissement qui va du politique vers le culturel, du national vers le régional, du rationnel vers le diffus et confus.





Parce que la Méditerranée est une zone
de forte instabilité,



qu'elle est aussi une zone de forte interdépendance,



que les tendances lourdes ne sont pas toujours bien identifiées,



que la sécurité, indispensable à la paix et à la prospérité
ne pourra s'établir que dans la coopération, voire le partenariat,



notre avenir est inévitablement solidaire,

c'est dans cette perspective
de « production de paix et de prospérité »
que sont organisées
les Rencontres de Cybèle

En appelant l'attention des décideurs politiques, institutionnels ou privés,
sur les évolutions attendues dans chaque domaine et en proposant des orientations
afin de répondre aux défis ainsi mis en lumière.

En informant nos concitoyens sur le fort enjeu que représente la Méditerranée
pour l'Union européenne et notre pays
et, plus largement, pour l'ensemble des riverains de cette région.